LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Qu'advient-il du trou lorsque le fromage a disparu ? »
Bertolt Brecht

N° 1590
du 8 au 14 avril 2010

La justice fait le plein

M 02137 - 1590 - F: 2,00 €

Sommaire

Fait d'hiver, par J.-M. Raynaud, *page 4*

Une **grève** peut en cacher une autre, par Julien, *page 5*

Courtes et pas bonnes, *page 6*

La **croix** et la manière, par N. Potkine, *page 7*

Insécurité sociale, par Moriel, *page 9*

Mes potes les **Gitans,** par A. Pierre, *page 10*

Avant les **charters,** les trains, par M. Rajsfus, *page 11*

Quartiers **sensibles,** par J.-P. Garnier, *page 13*

Indien et rebelle, par M. Tomsin, *page 15*

Blues africain, par T. Libertad, *page 16*

Un **cosaque** libertaire, par D. Giraud, *page 18*

Amertume **suédoise,** par Paco, *page 19*

La **radio** se raconte, *page 20*

Le **mouvement** perpétuel ? *page 21*

Crème de **transistor,** *page 22*

Chéris, on va **où** ce soir ? *page 22*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Les voix de leurs maîtres commencent à nous gaver avec la burqa. Ce voile qui voile si mal la face des auteurs de crimes autrement plus révoltants. Le problème imaginaire de « l'immigration » par exemple, d'une « immigration choisie » pour reprendre les termes injurieux du pouvoir quand il s'agit en fait de Droits de l'Homme et de regroupements familiaux. Pan dans les camps de rétention ! Un voile tendu bien maladroitement – puisqu'on parle de religion — sur le fâcheux tsunami qui éclabousse la chrétienté. D'un bout de la planète à l'autre, des membres de ce clergé sont des travaillés du fion, des suborneurs de petits nenfants. Ca n'empêche pas Ratzinger de les soutenir en douce, B16 de béatifier un certain pape Pie qui puait ou Di Falco, de se prélasser sur le divan de Druker, tout en flattant nonchalamment les organes de sa chorale d'éphèbes mûrs. Pan dans la lune ! Ce voile ne peut masquer non plus la mise aux oubliettes de la taxe-carbone pour cause de non-compétivité des entreprises. Et l'inénarrable Nicolas Hulot, d'habitude si réac, de traiter la fameuse taxe « d'ingrédient de la tambouille électorale », d'accuser le capitalisme libéral d'être à l'origine de la dégradation de l'environnement planétaire et de stigmatiser ses grandes résistances à toute taxation des entreprises. Pan dans l'économie durable ! Ce voile si pratique ne peut pas plus faire oublier l'aberration d'un NS arc-bouté, après le camouflet des régionales, sur ses réformes-qui-tuent à la Thatcher-Reagan. Même les vieux, fraction non négligeable de son électorat, remettent en question le bouclier fiscal ; il ne profite qu'aux riches, il ne sert que le Medef, glapissent-ils. Pendant ce temps, Capdevielle, fabrique de meubles landais, en est à son cinquième et dernier plan social, Total s'expatrie, « l'occident » est en perte de vitesse loin des 12 % de croâssance chinoise, la récession et la prochaine Crise se pointent. Normal : malgré quelques lamentables titatas, rien n'est changé, ni interdit, ni taxé concernant ses causes profondes à savoir la mondiale cupidité des riches. Pan dans la moralité financière ! Heureusement, y'en a toujours des qui ne cèdent jamais, des qui renaudent et qui se laissent pas faire, comme les Sodimatex de Crépy-en-Valois (en tout cas en ce jour de bouclage). Alors, comme eux, qu'est-ce qui nous empêche d'agir directement – toutes voiles dehors – chacun dans son entreprise, son administration, chacun avec ses manières, ses savoirs et ses bombes à gaz à lui, pour exploser la clique des exploiteurs, des papes, des présidents et prendre enfin nos affaires en main ? Sans s'embarrasser des débats convenus et des vaines promesses de ceux qui ne nous représenteront jamais. Pan dans leur démocratie !

Le roquet Zemmour et le latrinesque Besson

ou l'inverse...

Marc Silberstein

Éric Besson est outré. Oui, oui, l'odieux ministre « de l'Identité nationale », qui ne versera sans doute jamais une larme sur les « expulsés », « chartérisés » et prisonniers des centres de rétention dont il a la charge, avec ce zèle propre aux séides qui veulent montrer toute l'ampleur de leur allégeance au nouveau maître qui les nourrit, Besson, dis-je, se sent offensé... par un billet humoristique assez savoureux de Stéphane Guillon, pitre sur France Inter. Certes, pas vraiment une affaire importante mais tout ce qui se trame dans les médias de masse mérite notre attention.

Non content de railler Besson en prenant le ton, l'accent et le volume sonore sans équivoque d'un officier allemand vociférant ses ordres scélérats, Guillon usa d'un procédé comique courant (les registres de l'humour ne sont pas si variés que ça, c'est leur combinaison habile ou non qui provoque le rire ou l'ennui) et fit ce que les caricaturistes et les fabulistes font depuis des lustres : dénoncer le moqué en amplifiant à l'envi quelque trait morphologique ou psychologique qui le caractérise. Ainsi, Besson a « des yeux de fouine, un menton fuyant, un vrai profil à la Iago, idéal pour trahir ». Rien de terrible, rien qui justifie l'outrance de l'outragé, quand le ministre déclare que Guillon utilise « les méthodes de la presse d'extrême droite de l'entre-deux-guerres ». (Ce même ministre qui n'admet pas que l'on qualifie de « rafle » les... rafles ordonnées par le gouvernement auquel il appartient.) Fine allusion, peut-on supposer, à des journaux orduriers comme *Gringoire*, *L'Action française*, *Candide*, *Je suis partout*, etc., dont la cruauté de ton, le nationalisme et l'antisémitisme (les métèques, comme on disait à l'époque) sont bien connus. *Gringoire* et *Je suis partout* (journal maurrassien), portant atteinte à l'honneur du ministre du Front populaire Roger Salengro, acculèrent ce dernier au suicide. Besson, dans son for intérieur, se prend-il pour un Salengro potentiel ? Allons, allons, un homme qui jure fidélité à son camp, le PS, quelques jours avant de lui cracher à la gueule, en ne concevant pas un seul instant qu'il y eût là la moindre immoralité, pour ensuite aller ventre à terre demander l'adoubement sarkozien et devenir son docile vassal, cet homme-là ne peut se sentir aussi vulnérable... Alors foin de fouine, et fuyons la très peu offensante description de son menton (rien à voir avec ce qu'avait dit en son temps Pierre Bergé de Lionel Jospin, en s'exclamant que le dadais présentait un « men-

ton mussolinien »). En fait, c'est la dernière partie de la citation de Guillon qui fait mouche – mais que n'ont pas daigné relever les commentateurs patentés, y compris le pontifiant philosophe télégénique André Comte-Sponville, qui s'offusquait récemment, sur France 3, de si basses attaques, révélatrices, selon son excellence, d'un état d'esprit « méprisable », puisqu'« attaquer quelqu'un sur son physique, c'est méprisable » et que « tout intellectuel, tout journaliste, tout démocrate doit évidemment se l'interdire ». Comte-Spongieux doit donc se réjouir de la disparition de *Siné Hebdo*, et nul doute qu'il verrait dans *Le Monde libertaire* et ses dessinateurs au crayon corrosif et truculent les parangons de la transgression de cet interdit sacré. Ah oui, ma bonne dame, ce Comte-Spontex, c'est un vrai démocrate (à défaut d'être un vrai Démocrite...). Reste que Guillon ne convie fouine et menton fuyant à sa revigorante satire matutinale que pour questionner l'essentiel, à savoir la dérive extrême-droitière de Besson, son aptitude à dépasser avec zèle la dégueulasserie d'un Brice Hortefeux. C'est en cela qu'il est comparable à Iago, le traître de la pièce de Shakespeare, *Othello ou le Maure de Venise*. Le stipendié, le félon que Shakespeare dépeint en suprême ambitieux, emporté par la jalousie qu'il éprouve envers Othello le Maure. Le Maure ou l'Arabe. L'Autre. L'Étranger. L'analogie est intense, elle est juste, indubitablement juste.

Guillon fait rire aux dépens de certains notables, il fait devenir chèvres (encore une allusion animalière) Philippe Val et Jean-Luc Hees, respectivement patrons de France Inter et de Radio France. Sa farce a conduit Hees à se comporter en laquais, lorsqu'il s'est senti obligé de présenter ses excuses à Besson, donc au gouvernement, donc à Sarkozy. Brosse à reluire et langue chargée – à force de lécher les pompes des puissants – seront apposées sur ses armoiries, pour service rendu à l'ordre établi. Pendant ce temps, les crapules de droite s'abandonnent à leurs inclinations nauséabondes. Celles de Poniatowski et consorts dans l'affaire Ali Soumaré, ou de Gérard Longuet, le président des sénateurs UMP, selon qui le socialiste Malek Boutih n'était pas un bon candidat pour présider la Halde (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité), car n'appartenant pas au « corps français traditionnel ». Ni Besson, ni Hees, ni Comte-Sponsor et Cie ne s'empressent d'aller fustiger le cofondateur d'Occident, mouvement d'extrême droite des années 1960 (précurseur du Gud), et rédacteur du premier programme économique du FN...

Mais bien entendu, le bouffon radiophonique n'est pas exempt de reproches. Notamment quand il s'abstient de dézinguer Zemmour, péremptoire péroreur, Finkielkraut au rabais, quand ce sinistre plumitif considère qu'en France les dealers sont principalement des Noirs et des Arabes (« C'est un fait », clame-t-il) et ce dans une émission de Canal+ où Guillon tient chronique auprès du pseudo-provocateur Thierry Ardisson. Les médias de masse, les médias industriels sont des trous sans fond de la collusion et de la compromission. Quant au raciste et masculiniste Éric Zemmour, une autre catilinaire à venir dans *le Monde libertaire* réglera quelques comptes avec lui.

M. S.

Tue ton patron !

600 Conti, licenciés boursiers de la célèbre marque de pneumatiques qui vient de provisionner 325 millions d'euros pour le versement de dividendes à ses actionnaires, viennent de se voir proposer un reclassement à Bizerte (Tunisie). Salaire, 137 euros bruts par mois. Profil souhaité (ça ne s'invente pas) : français courant !

Déjà, en 2005, la PME alsacienne Sem-Suhner, spécialisée dans la fabrication de bobines électriques, proposait à 9 de ses salariés licenciés économiques un reclassement en Roumanie pour 110 euros mensuels. En 2009, La Barre Thomas, un sous-traitant de PSA, proposait à ses techniciens licenciés un reclassement dans une usine polonaise du groupe pour 705 euros par mois. Cette généreuse proposition était assortie d'un « anglais exigé ». Toujours en 2009, le groupe textile Caneman proposait à 9 licenciés économiques un reclassement en Inde pour 69 euros par mois... De toute évidence, sauf à envisager un retour à l'esclavage, il semble qu'une frontière vienne d'être franchie, que le dialogue social relève désormais du dialogue de sourds et qu'une conclusion s'impose. Radicale !

Mais brûler les châteaux et les usines, couper quelques têtes patronales (et autres) aura le sort de toutes les jacqueries. Celui d'une énième révolte des gueux, sans perspectives autres qu'une répression féroce.

Alors ?

Alors, si tu veux tuer ton patron, tue le capitalisme et son bras armé étatique. Prépare la révolution sociale. Grève générale expropriatrice. La terre à ceux qui la travaillent. Les usines et les bureaux à ceux qui y travaillent. Tout le pouvoir au peuple... Et sache que ce sera une longue marche d'efforts, de sang et de larmes ! Qui a dit que les anarchistes étaient démagogues ?

Jean-Marc Raynaud
Chaucre, le 2 avril 2010

SNCF

La grève du 6 avril

La perspective d'une grève reconductible à la SNCF à partir du 6 avril à 20 heures semble enfin se concrétiser, après un long et difficile cheminement des travailleurs du rail et des organisations syndicales ces derniers mois. En effet, après les journées d'action à répétition des 12 décembre, 3 février et 23 mars derniers, la CGT et Sud-Rail viennent de déposer un préavis reconductible. Si cette démarche répond sans aucun doute aux attentes des cheminots qui ressentent chaque jour le service public ferroviaire violenté par les désorganisations en cascades et menacé par les politiques de filialisation et de compétition économique dictées par le dogme du profit et de la concurrence libre et non faussée, il apparaît néanmoins que la partie est loin d'être jouée, tant les stratégies syndicales semblent diverger.

Les précédentes réunions interfédérales avaient, dans un souci d'unité (ou de consensus mou, c'est selon...), décidé des journées d'actions et grèves carrées de 24 heures, la date du 3 février étant présentée comme un ultimatum de l'interfédérale à la direction avant la grève reconductible et unitaire. Le patron faisant sourde oreille aux revendications exprimées, Sud-Rail proposa logiquement aux cheminots de reconduire le mouvement après la journée de grève et de manifestations interprofessionnelles du 23 mars sur les mots d'ordre unificateurs de l'emploi, des retraites et des salaires. La suite fut sans surprise, Sud-Rail appela seul les cheminots à convoquer les assemblées générales souveraines pour débattre des suites du mouvement, la CGT ayant dès la veille annoncé une prochaine grève reconductible pour début avril avec l'Unsa et la FGAACFDT ; la grève avorta le jour même, à l'exception de quelques rares sites qui reconduisirent le mouvement pour la forme.

Désormais exclu de l'interfédérale pour ne pas avoir respecté le calendrier imposé par la première organisation syndicale, Sud-Rail publia le 29 mars une lettre ouverte à la fédération CGT des cheminots pour proposer un nouveau cadre syndical unitaire pour la grève du 6 février. Il faut savoir, même si cela peut sembler parfois être un prétexte à l'inaction, que la grande majorité des agents SNCF attendent malgré tout beaucoup de leurs organisations syndicales, que la division syndicale est un facteur de résignation non négligeable et que les cheminots ont besoin d'une unité syndicale, du moins de façade, pour se sentir en confiance et s'investir dans un mouvement de grève déterminé et reconductible. Dans ce cadre, l'absence de la CGT dans une grève ou de Sud-Rail dans une autre constitue un obstacle difficilement surmontable. (L'histoire a néanmoins démontré que lors des grèves de 1986-1987 et 1995, pour ne citer qu'elles, les cheminots ont su se mobiliser et s'organiser pour créer l'unité à la base et dans la lutte qui faisait défaut au niveau des bureaucraties syndicales.)

Sud-Rail s'étant désormais aligné sur le calendrier imposé par la CGT, les difficultés ne s'arrêtent pas là. Il eût été trop beau de voir le syndicat majoritaire proposer aux cheminots une grève tous services reconductible par assemblées générales ; de fait, la CGT n'a pas déposé un préavis reconductible commun à tous les cheminots mais plusieurs de différentes modalités, ainsi, pour le 6 avril au soir, ne sont concernés que les roulants, agents de conduite et contrôleurs, les agents du fret, et ce, sur une base reconductible. Les cheminots du matériel, de l'équipement, du commercial, des services administratifs, du transport « non-fret » ne pourront, quant à eux, que faire grève seulement le 8, et ce, dans le cadre d'un préavis limité à 24 heures. Aux revendications unificatrices de la défense du service public ferroviaire, du RH0077 (conditions de travail), de l'emploi, des retraites et des salaires risquent désormais de se substituer des revendications catégorielles qui, si elles n'en sont pas moins légitimes, modifient radicalement la nature du mouvement et sa capacité à unir les travailleurs du rail de tous les services. Sud-Rail a de son côté déposé de nouveau un préavis reconductible commun à tous les agents, à partir du 6 avril.

Quelles que soient les suites de la grève du 6 avril, les cheminots de toute l'Europe manifesteront le 13 avril à Lille, la dernière eurogrève des travailleurs du rail datant de 1992. À l'initiative du syndicat britannique RMT, première force syndicale dans les chemins de fer et transports outre-Manche, des milliers de cheminots venus d'Angleterre, d'Irlande, de Belgique, de Suisse, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, du Portugal, de Grèce et de France manifesteront devant l'Agence ferroviaire européenne mise en place pour imposer aux salariés, et aux usagers, du rail une organisation et des critères de fonctionnement basés uniquement sur le profit pour les actionnaires du privé, donc une exploitation accrue des salariés, une remise en cause de la sécurité ferroviaire. Et dans le même registre du pourquoi faire simple et unitaire quand on peut faire compliqué et seul dans son coin, la CGT organise ce même 13 avril à Paris, devant la direction de la SNCF, sa propre « journée d'action européenne des cheminots » en collaboration avec la très libérale Confédération européenne des syndicats.

Grève du 6, eurogrève du 13, deux occasions pour les cheminots de s'approprier leurs luttes et de réaliser l'adage : l'unité fait la force ! Il apparaît donc absolument vital pour le développement de cette grève et le succès des revendications que les assemblées générales s'emparent des enjeux de ce mouvement, écartent rapidement tout risque de confusion préjudiciable à la détermination et à l'unité des cheminots et définissent des bases claires et solides d'une grève reconductible tous services. Pour cela, les assemblées générales sur chaque site doivent, sachant que rien n'est jamais acquis, réaffirmer leur souveraineté et leur autonomie vis-à-vis des bureaucraties syndicales. Elles doivent s'organiser en comités de grève interservices mandatés et révocables par les AG.

Face aux journées d'actions sans lendemains et sans perspectives, face à la résignation rampante, face au sectarisme et à la collaboration de classes des confédérations syndicales, les anarchistes ont des propositions concrètes pour les individus en lutte et en quête d'émancipation : l'action directe des travailleurs en dehors et contre les parasites bureaucrates et politiciens pour la conquête de l'égalité économique et sociale, par la grève générale et expropriatrice et autogestionnaire, pour la société communiste libertaire !

Julien
Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Le 2 avril, la CFDT/FGAAC vient d'annoncer qu'elle n'appellait plus à se mobiliser à partir du 6 avril, compte-tenu des « avancées » que la direction lui aurait promit lors d'une réunion bilatéral, à savoir 200 recrutements supplémentaires de conductures (aux 247 déjà programés) contre 1 008 l'année dernière.

Brèves de combat

People and Baby occupé

En fin de matinée, les salariées de la section syndicale sont intervenues lors de la réunion du comité d'entreprise de People and Baby avec le soutien d'une quinzaine de militants de la CNT et ont décidé d'occuper le siège social de l'entreprise. Prolongée jusque dans la soirée, avec le renfort de militants externes (dont des camarades de la FA). Puis le PDG a fait intervenir deux agents de police pour tenter de négocier, puisque l'huissier qu'avait mandaté la direction n'a pu constater de dégradations sur les lieux de l'occupation. Peu avant 22 heures, la direction a fait intervenir des vigiles qui, avec l'aide de la police, ont escorté la direction vers la sortie. Une fois de plus, en réponse à des revendications salariales, le patron fait intervenir la police et sa milice patronale.

Répression en masse à Paris

Au cours d'un rassemblement de soutien dimanche 28 mars 2010 aux personnes incarcérées, qui a eu lieu aux abords de la prison de la Santé, et bien qu'autorisée, la manifestation a rapidement été encerclée par un important dispositif policier, pendant le concert de soutien. Plus de 100 personnes ont été interpellées sans motif, puis transférées dans différents commissariats parisiens. Ces gardes à vue, qui relèvent de l'article 222-14-2 du Code pénal et qui permettent d'interpeller toute personne participant à une manifestation au cours de laquelle les forces de l'ordre considèrent que des dégradations ont été commises, sont intolérables. Plusieurs actions de protestation sont prévues.

Antifacisme sud-picard

Une manifestation antifasciste à laquelle la Fédération anarchiste était présente a rassemblé plusieurs centaines de personnes à Chauny, le 27 mars. Cette petite ville de l'Aisne connaît en effet un retour des nazillons qui ne se manifestent pas seulement électoralement, mais aussi physiquement : agressions, saluts nazis, intimidations, etc. Ce temps fort de mobilisation, qui fut un grand succès, est l'aboutissement d'un travail de terrain, et est aussi le départ de la poursuite de la lutte contre l'extrême droite. À Chauny comme ailleurs : No pasaran !

L'hôpital dans les rues de Besançon

Un beau cortège libertaire, essentiellement composé de jeunes du Scalp et de la CNT, en début de manif, juste derrière les travailleurs de l'hôpital qui ouvraient la marche. Ensuite, venaient les syndicats Sud, la FSU, les lycéens, au total, 3 000 personnes. Tout cela donnait un caractère dynamique à la manifestation. « Même la CFDT redécouvrait les chants révolutionnaires ouvriers. » La CGT fermait le cortège, suivie par quelques militants de FO, perdus face aux consignes de leur direction. À noter la présence policière qui a encadré le cortège libertaire du début à la fin de la manifestation, et ce, dès le point de ralliement.

Culotté le bonhomme !

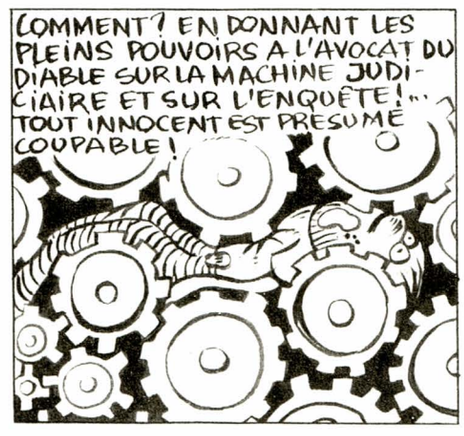
Sarkozy a félicité Barack Obama pour sa réforme du système de santé aux États-Unis ! Eh oui, lui qui privatise à tout va en France… Mais ce n'est pas tout, il « s'est étonné d'un débat d'une telle violence » sur le sujet… C'est sûr que chez nous ça n'excite pas, les foules (enfin, pour le moment…). Ensuite, plein de compassion, Monsieur bouclier fiscal s'est offusqué « de vouloir que les plus pauvres d'entre les Américains ne soient pas laissés dans la rue, seuls, sans un centime, face à la maladie. Ça coûte cher, mais on ne peut pas laisser les gens mourir comme ça ». Il ne doit pas sortir souvent dans les rues de Paris… Et encore : « L'État ne peut pas se désintéresser de la situation de ceux qui n'ont pas les moyens d'aller à l'hôpital »… Il se fout de qui ? C'est exactement ce qu'il nous prépare en France… Mais, la France, c'est loin des États-Unis !

« Casse-toi sale handi ! »

Environ 2 500 personnes ont manifesté place du Trocadéro à Paris, selon l'Association des paralysés de France, pour dire que l'allocation adulte handicapé (AAH) ne permettait pas aux malades et aux handicapés de vivre dignement. « Nous sommes au moins 2 500 aujourd'hui à Paris, et il y a 18 autres manifestations en France pour réclamer la place qui doit être la nôtre dans la société », a déclaré Jean-Marie Barbier, le président de l'Association des paralysés de France.

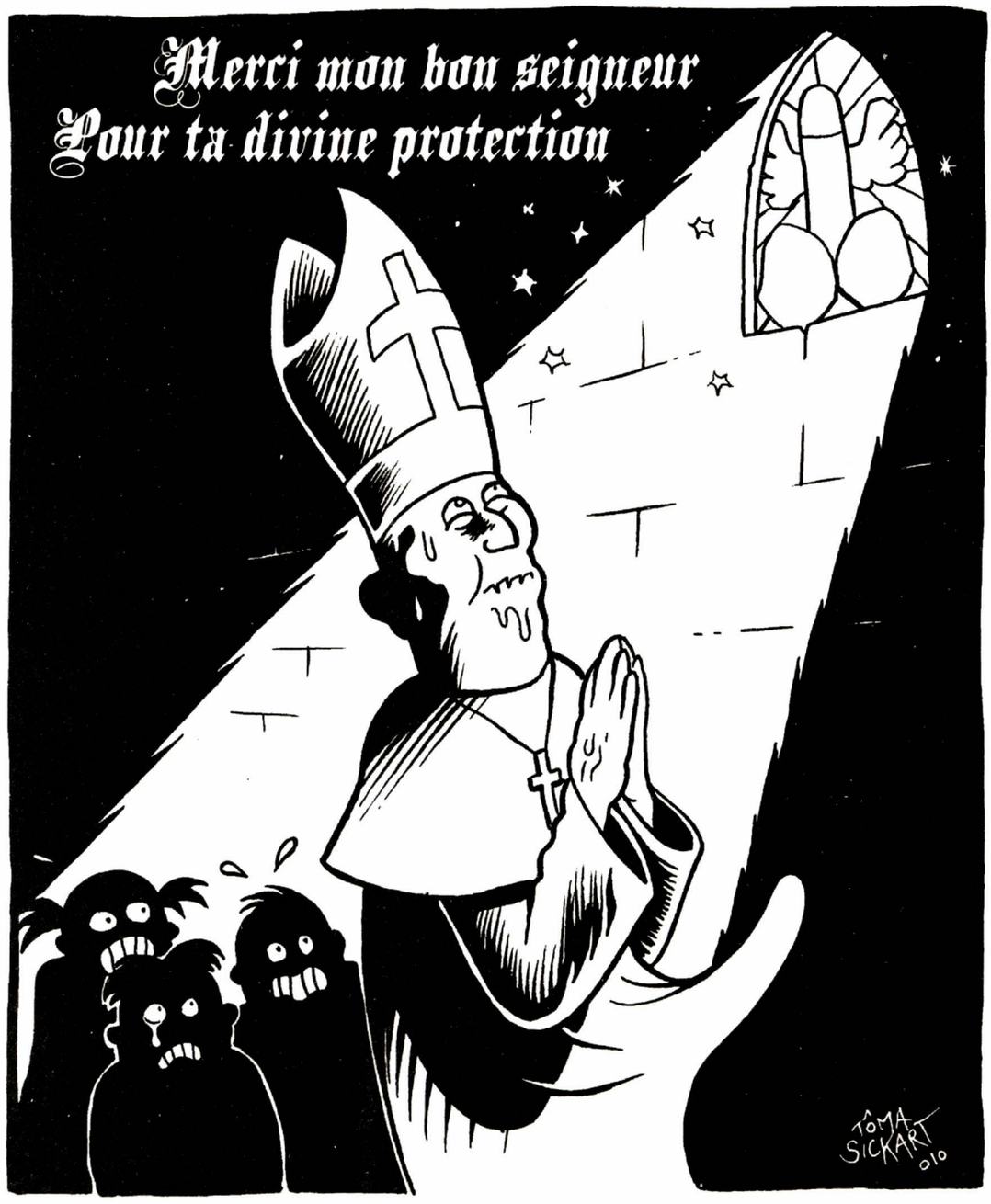
PAVÉ D'ANAR

avec SABIA et MAZOCH KROKAGA



Sainte Pédophilie

priez pour nous !



Nestor Potkine

QUAND J'AVAIS L'ÂGE OÙ j'aurais pu être victime d'un pédophile, mes copains, ou du moins beaucoup de mes copains, allaient au catéchisme. La plaisanterie classique, obligatoire, de ces années 1960 consistait à leur recommander de n'y aller que munis d'un slip en béton. Cette mince anecdote résume bien des choses. En particulier l'indifférence avec laquelle, longtemps, la pédophilie, catholique ou non, fut largement, sinon tolérée, du moins vue comme de peu d'importance tant que les enfants en sortaient vivants et en une seule pièce. Chacun savait qu'un prêtre pouvait avoir les mains baladeuses, et que dans les pensionnats et les sacristies, les culottes étaient moins protégées que les consciences. Cela ne soulevait guère l'indignation des foules. Il fallut les atroces crimes de Dutroux, et la plus atroce encore apathie (pour utiliser un mot généreux) des autorités belges, pour que l'on se rende enfin compte que, si l'enfant a bien une sexualité, cette sexualité ne fait pas de lui

un partenaire égal pour un adulte. Dans la longue et riche histoire de la pédophilie occidentale, l'Église catholique est médaille d'argent. Car il faut bien admettre que l'or va aux Grecs et aux Romains. Ils portèrent la pédophilie aux nues. Littéralement, puisque Zeus se transforme en aigle pour kidnapper l'impubère Ganymède et en faire son esclave. Oui, impubère le Ganymède ; l'amour pédophile grec était censé s'évanouir dès que le garçon montrait des poils de barbe. Du moins, les Grecs et les Romains ne racontaient-ils pas, ou pas trop, de sornettes, sur le sexe. Et le guerrier trentenaire qui sodomisait le garçonnet de 12 ans ne prétendait pas le faire dans le but de lui enseigner la beauté de la chasteté.

Le scandale particulier de la pédophilie catholique, si ancienne, si répandue, si banale réside évidemment dans son hypocrisie. Voilà une institution qui prêche, à s'en égosiller, que le sexe est le Mal, que la masturbation rend sourd, que la pilule est un concentré de démon, que le stérilet est la guillotine du salut, mais qui sait, depuis mille ans au moins, que nombre de ses prêtres, personnages sacrés, canaux de la grâce, sel de la terre, labourent les anus des gamins confiés à leur sainte sollicitude. Et elle laisse faire. Lorsque tel ou tel prêtre viole non plus par dizaines, mais par centaines, le corps du Christ sur Terre (définition théologique de l'Église) se contente de déplacer le prêtre, de l'envoyer là où on ne le connaît pas. Bref, là où l'attend une nouvelle moisson d'anus encore vierges. Mais la tolérance dont bénéficiait la pédophilie n'existe plus. On pourrait discuter de la manière dont le pédophile est devenu le nouveau démon. On pourrait se pencher sur l'usage, par les médias, de crimes immondes mais individuels pour réclamer toujours plus de surveillance et de répression. Mais on ne se lamentera pas du fait que le viol est à présent condamnable et condamné, en particulier s'il est perpétré sur un enfant. Ce qui nous reste, c'est une hésitation. Faut-il rire ou vomir ? Les deux sans doute devant le spectacle de l'extraordinaire aveuglement de l'institution la plus patriarcale, macho, antisexuelle de l'Occident, l'Église catholique. Alors même qu'elle perd des fidèles par dizaines de milliers à cause de son acharnement pathologique à éteindre leur sexualité, elle bâille avec indifférence devant les crimes sexuels de son élite ! Rat-en-zinc, qui devrait fulminer, écraser les suceurs d'enfants de chœur sous l'horrible châtiment de l'excommunication, transformer son cher Opus Dei en KGB des presbytères, se contente d'envoyer une lettre. Quant à toucher à la cause directe, évidente, de l'industrie catholique de la pédophile – le mélange pervers, contre-nature, d'une institution strictement monosexuelle avec une idéologie fanatiquement antisexuelle –, il s'en garde bien. Les prêtres orthodoxes ont beau prêcher les mêmes dangereuses stupidités que les catholiques, on n'entend guère parler de popes pédophiles, parce que les popes sont mariés. (Les connaisseurs du folklore russe racontent néanmoins de bien belles histoires de popes lubriques.) Quant aux protestants, version jaunâtre et sinistre européenne, ou version Las Vegas tiroir-caisse américaine, si les scandales sexuels ne leur manquent pas, du moins les enfants peuvent-ils respirer, ils n'ont pas le gland de leur pasteur entre les amygdales. Mais que l'on se rassure, cet article n'est pas écrit dans le but de suggérer la réforme du droit canon. Je ne suis pas pour l'extinction du célibat des prêtres, je suis pour l'extinction des prêtres.

N. P.

À la petite semaine

Faire-part

La beauferie la plus navrante mais radicalement de gauche, un poil misogyne, un tantinet homophobe, les clients peu exigeants des comiques à lourds sabots de France Inter ou du petit écran, les admirateurs béats d'un philosophe nietzschéen de gauche, supporter électoral du NPA et chantre du « capitalisme libertaire », les adeptes d'un « antisionisme » obsessionnel quasi dieudonnesque, les amateurs d'éditoriaux où se mêlaient le plus souvent une philosophie de Café des sports à l'heure de l'apéro et une connerie prophétique aussi épaisse que péremptoire (« Si Camus vivait aujourd'hui, il voterait François Bayrou »), les désolants pourfendeurs d'« enculés », enfin, ont la douleur de vous faire part de la disparition annoncée, fin avril, de *Siné Hebdo*.

Ceux qui pensent que la mort d'un journal fait perdre un peu plus de terrain à la liberté d'expression n'auront qu'à relire ce qu'écrivait Siné lui-même à propos de ce concept, présenté sans rire comme une foutaise importée de cette Amérique détestée qui n'aurait bien sûr produit, comme chacun sait, que des saloperies. Cela ne les empêchera peut-être pas de regretter la fin de cette publication. Ce sera sans moi.

Floréal

La santé d'Obama réformée

Moriel

Les lauriers tressés au président des USA et le concert de louanges qui a accompagné le vote de la loi portant réforme du système de santé américain ont éclipsé son contenu réel. L'hystérie des Républicains et de leurs alliés d'extrême droite, qui voyaient s'installer un régime bolchevique à Washington, a fait paraître cette réforme comme un progrès substantiel. De plus, la dramatisation et le suspense savamment entretenus sur l'issue du débat parlementaire, avec des retournements de dernière minute, des compromis in extremis et des annonces dithyrambiques ont participé à cette ambiance de vote historique. Pour sûr, il s'agit d'un succès pour le président Obama, qui réussit là où, avant lui, Roosevelt, Truman, Johnson et Clinton, excusez du peu, avaient échoué. Il en sort avec l'image d'un politique prestigieux, habile et soucieux du bien-être de ses concitoyens. Mais au fait, que contient cette loi, et que va-t-elle modifier pour les Américains ?

Tout d'abord, esquissons un tableau de la situation actuelle. Les États-Unis sont le seul pays développé à ne pas disposer de couverture maladie universelle. Les Américains ont la possibilité de s'assurer pour les risques de santé auprès de compagnies d'assurances privées, soit directement, ce qui leur coûte très cher, soit par le biais de leurs employeurs, ce qui coûte très cher à ces derniers. Les compagnies d'assurances ont la possibilité de choisir leurs assurés, donc d'exclure les patients à risque, ceux qui leur coûtent trop et ne leur rapportent pas assez. Ces compagnies dépensent plus de 30 % de leur budget en coûts de fonctionnement (marketing, frais de gestion, publicité) : à comparer aux 5 % de frais de notre si décriée Sécurité sociale… Leur but est donc clairement de faire du profit : limiter au maximum les dépenses engagées, et augmenter au maximum leurs ressources.

Les personnes âgées de plus de 65 ans et les invalides bénéficient d'une couverture maladie et hospitalisation appelée « Medicare », créée en 1965, financée par l'État fédéral. Ce programme a été étendu aux prestations pharmaceutiques en 2003 : jusqu'à cette date les malades devaient se débrouiller pour obtenir des médicaments… D'autre part, les plus pauvres sont couverts, de manière très incomplète, par le programme « Medicaid », lui aussi créé en 1965, abondé par l'État fédéral et les États fédérés : les critères d'attribution sont variables d'un État à l'autre et dans le temps, selon les ressources que les États sont prêts à consentir. Enfin, depuis 1997, il existe un programme de couverture maladie destiné aux enfants non couverts par Medicaid, appelé « SCHIP ». Malgré ces programmes, près de 47 millions d'Américains sont sans aucune assurance. La crise récente a accentué cette tendance : de nombreux chômeurs et leur famille se retrouvent sans couverture lors de la perte de leur emploi. Certains jeunes adultes en bonne santé font le pari de se passer d'assurance, bien qu'ayant de bon revenus. Les hôpitaux publics sont tenus légalement d'accueillir aux urgences les malades non assurés, quitte à transférer ce coût sur les malades assurés : spirale inflationniste assurée… On le voit, aux USA, le droit aux soins n'est pas un droit lié à la citoyenneté, mais un privilège lié aux ressources dont on bénéficie. Des milliers d'Américains se retrouvent en faillite personnelle après avoir contracté des dettes pour se soigner. Alors, cette réforme va-t-elle changer la donne ?

De nombreux Américains militent depuis des années pour l'instauration d'un système universel d 'assurance-maladie, ou payeur unique.[1] Certains membres du parti démocrate ont repris en partie cette idée et l'ont baptisée « option publique » (donc non obligatoire), une assurance vendue aux individus non couverts par l'État à un prix abordable et qui aurait permis, théoriquement, de faire baisser les prix des contrats proposés par les assurances privées. Cet aspect de la réforme, initialement au programme du candidat Obama, et tout d'abord voté par le Sénat, a été combattu par les assurances privées, qui ont obtenu son retrait. Le jour du vote, *Le Figaro* titrait : « La réforme d'Obama acceptée par l'industrie de la santé » ; ce même jour, les cours boursiers des assurances partaient à la hausse… Ce que propose cette réforme, c'est la subvention par les États fédérés de la couverture maladie des familles et des individus les plus pauvres et sans couverture, subvention financée par une taxation des industries pharmaceutiques, qui représente à peine quelques pourcent de leurs bénéfices faramineux : en contrepartie, les compagnies d'assurances

n'auront plus le droit de refuser les malades à haut risque, ce que lesdites compagnies ont accepté afin de contrer l'option publique. Ces dispositions ne prendront effet qu'à partir de 2014. Le niveau des remboursements et des prises en charge pour ces patients restera à la discrétion des assureurs. Il y a fort à parier qu'entre les franchises et les limites de remboursement une bonne partie des patients se retrouvent dans une situation quasi identique à celle d'aujourd'hui. Par ailleurs, les personnes sans assurance mais ayant des ressources suffisantes seront obligées de s'assurer, sous peine d'amende ! Les employeurs de plus de 50 personnes seront tenus d'assurer leur personnel, mais auront des réductions d'impôts : une assurance au rabais, avec des franchises plus élevées et des remboursements planchers, fera l'affaire... On peut comprendre qu'avec ces dispositions les assureurs se frottent les mains : ils auront plus de clients... Et pour faire passer cette réformette, Obama a promis à ses troupes les plus bigotes (il y en a aussi chez les Démocrates) que l'avortement ne serait pas remboursé par les contrats subventionnés ! Les industries pharmaceutiques ont obtenu l'interdiction d'importation par les organismes d'États de médicaments moins chers à partir du Canada, et l'impossibilité pour l'État de négocier les prix des médicaments. Les 3 000 lobbyistes du secteur de la santé à Washington ont bien travaillé. L'American Health Insurance Plans, le lobby des assureurs, a dépensé 6 millions de dollars en lobbying en 2009 ; Pfizer, numéro un mondial de l'industrie pharmaceutique, a déboursé plus de 9 millions de dollars au cours du dernier trimestre 2008 et du premier trimestre 2009 pour faire pression sur le Congrès ; une trentaine de ses élus, occupant des postes clés dans les deux grands partis détiennent des parts dans les compagnies privées du secteur de la santé ; le chargé des questions de santé du cabinet d'Obama a siégé au conseil d'administration de plusieurs groupes de santé privés des USA. Et pendant que les salaires des Américains stagnent ou baissent depuis dix ans, les profits des compagnies d'assurances augmentaient de 480 %.[2] Et c'est parti pour durer ! Pourtant, 59 % des médecins américains, et 65 % de la population sont favorables a une assurance-maladie universelle : mais au pays de l'Oncle Sam, comme dans tous les autres pays démocratiques, ce n'est pas le peuple qui fait les lois, les détenteurs de capitaux s'en chargent. Vous avez dit réforme ? À votre santé.

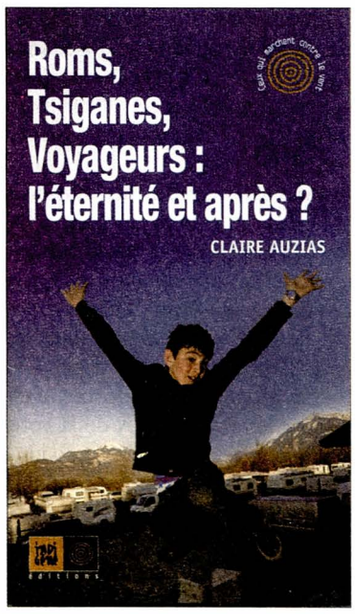
M.

1. En particulier l'Association des médecins pour un programme de santé national, « Physicians for a National Health Program ».

2. Information reprise de Chris Hedges, « The Health Care Hindenburg Has Landed », via le site (très recommandable) « Des bassines et du zèle ». D'autres infos sur le site alternatif Znet (en anglais). L'émission « La Santé dans tous ses états », sur Radio libertaire (89,4 MHz en région parisienne et sur internet dans le reste du monde) le lundi 19 avril à 18 heures reviendra sur cette question.

Roms, Tsiganes, Voyageurs

L'éternité et après ?



« Ils sont partis sans crier gare. Avec leurs mômes et leurs guitares, nos frères Gitans de Saint-Ouen... » (Jean-Roger Caussimon).

« Le 8 avril est la Journée internationale des Roms, première minorité européenne. Mais combien de poncifs pèsent encore sur eux, dont cette aura d'éternité et ce terme de "nomades" appliqué à tort à une ethnie aterritoriale, riche d'une véritable civilisation. Qui connaît vraiment l'ampleur du génocide dont ils furent victimes pendant la barbarie nazie ? Qui soupçonne l'esclavage codifié juridiquement dont ils furent l'objet pendant cinq siècles en Moldavie et en Valachie ? Ce petit ouvrage, sans complaisance à l'égard des Roms eux-mêmes – Gitans, Manouches, Sinti, Voyageurs...–, se veut l'écho de leur lutte, ancrée dans des cadres politiques et culturels bien réels, pour leur droit à l'autodétermination. » Ainsi est présentée la brochure de notre camarade Claire Auzias, parue aux Éditions Indigène*. Il s'agit d'une sorte d'introduction ou de base de recherche sur les problèmes de ce peuple d'origine indienne. Au fil des chapitres « Comment nommer les Tsiganes ? », « Esclavage et détermination », « L'apolitisme rom », on dépasse les images d'Épinal et on envie d'en savoir plus. Bonne lecture !

Alexis Pierre

* *Roms, Tsiganes, Voyageurs...*, en vente à la librairie du monde libertaire au prix de 3 euros.

Autres ouvrages de Claire Auzias :
Chœur de femmes tsiganes, Egregore Éditions, 19 euros, 2009.
Les Funambules de l'histoire, La Digitale, 16 euros, 2002.
Samurdaripen, le génocide des Tsiganes, l'Esprit frappeur, 2004.

La rafle

Une occasion manquée !

Maurice Rajsfus

On ne décrira jamais suffisamment la barbarie sous tous ses aspects. Encore faut-il atteindre l'objectif fixé. Il ne peut s'agir simplement de faire comprendre comment des hommes, normalement constitués, peuvent se faire les auxiliaires de ces désastres humanitaires. Est-ce cela qu'ont voulu décrire les auteurs de *La Rafle*

Le XXe siècle a connu deux guerres mondiales, et d'abominables conflits coloniaux. S'y sont ajoutés des massacres de masse commis par des pays que l'on croyait de haute civilisation (l'Allemagne) ou à la pointe du progrès social (l'Union soviétique). La littérature, l'iconographie, le cinéma et le théâtre ont fréquemment utilisé ces thèmes pour mettre en lumière cette barbarie qui peut, à tout moment, déferler de façon inattendue, comme ce fut le cas, en 1994, au Rwanda. L'homme étant un loup pour l'homme, c'est de cette façon cyclique que l'on a assassiné, industriellement, comme dans les camps d'extermination nazis, comme dans les goulags soviétiques, où l'on assassinait au nom d'un socialisme bien tempéré.

Les exploits de la police française

Depuis la fin des années 1940, nous savions tout, ou presque, sur le cauchemar vécu par les Juifs d'Europe. Il ne manquait qu'un film à grand spectacle pour nous convaincre que tout cela a bien existé, et que les hommes étaient capables des pires exactions. On a donc mené grand tapage médiatique sur la sortie en salles de *La Rafle*, le 10 mars dernier. Bien sûr, ce film est loin d'être inutile, surtout en un temps où nos adeptes de la commémoration feignent d'oublier que, bon an mal an, notre république des droits de l'homme se flatte d'expulser quelques 30 000 sans-papiers par an. On nous rétorquera : « Ce n'est pas pareil ! » Ce qui nous renvoie à notre excellent gardien de l'identité nationale, Éric « Judas » Besson qui, en réaction aux protestations face aux mauvaises manières faites aux familles de sans papiers, s'exclamait récemment : « Enfin, ce n'est pas Auschwitz ! » Ce à quoi j'avais cru bon de répondre : « C'est encore heureux ! »

Cette réaction demande évidemment explication. Lors de la rafle de masse des 16 et 17 juillet 1942, comme celles qui l'avaient précédée, les 14 mars et 20 août 1941, comme les autres qui allaient suivre, toujours à Paris, en septembre, octobre et novembre 1942, puis en février 1943, nous étions sous la botte nazie, avec la police française aux commandes, pour l'exécution des basses œuvres. En 2010, alors que les centres de rétention administrative se multiplient, et que sont expulsés des enfants scolarisés, nous sommes censés vivre en démocratie. Bien sûr, il n'y a plus de massacres programmés, simplement un déni des droits de l'homme les plus élémentaires. Cela au nom de nécessités décrites comme économiques, pour masquer une certaine volonté de nettoyage ethnique.

Un autre constat doit donner à réfléchir. Mise à part une minorité de braves gens, les Français ont surtout été indifférents aux rafles conduites par la police française, de 1941 à 1944. Tout comme en 2010, il n'y a qu'une poignée de militants pour réagir contre les expulsions.

Qu'en est-il du film ?

La Rafle aurait-elle une volonté pédagogique ? Pourquoi pas ? Soixante-huit ans après l'horrible rafle du Vel d'Hiv, il n'était que temps. Mais pourquoi nous expliquer, lors d'une représentation en avant-première de *La Rafle*, au ministère des Affaires étrangères, le 23 février 2010, qu'il s'agissait du premier document filmé sur ce sujet ? C'était oublier l'admirable film de Mitrani, *Les Guichets du Louvre*, datant de 1973. De même, on nous avait affirmé qu'il n'y avait jamais eu de véritable document sur la rafle du 16 juillet 1942. C'était négliger le livre de Claude Lévy et Paul Tillard, *La Grande rafle*, publié en 1967 chez Robert Laffont. Plus modestement, je ne peux que rappeler mes propres travaux : ainsi *Jeudi noir*, publié en 1988, puis réédité en 1992 et 2002 de même, La Rafle du Vel d'Hiv, d'après un découpage de mes livres, jouée à Paris, en province, et même en Belgique en 2004, 2005 et 2006. Par ailleurs, la réalisatrice nous a expliqué que le héros de son film était l'unique rescapé de cette rafle mais, fort heureusement, nous avons été quelques-uns à nous retrouver libres – chacun d'entre-nous dans des conditions plus ou moins hasardeuses. Nous n'avons jamais oublié et il est réconfortant de nous retrouver dans le combat contre la répression des sans-papiers.

Passons maintenant au contenu du film, pour constater un certain nombre d'inexactitudes historiques, qui n'étaient pas indispensables. Tout d'abord, la réalisatrice fait porter l'étoile jaune à partir du 6 juin 1942 aux jeunes enfants qui partent vers l'école. Ce n'était que le dimanche 7 juin que l'étoile était devenue obligatoire, et nous nous ommes rendus à l'école primaire, au collège ou au lycée, ainsi décorés, le lundi 8 juin. Ce

n'est pas là l'erreur la plus grave, et il faut bien constater que le travail de documentation indispensable, supervisé par un « spécialiste » de la question, n'a pas été des plus sérieux.

Lors de la rafle, à Montmartre, à l'aube du 16 juillet 1942, on nous montre une véritable armée en campagne qui s'apprête à envahir une cité qui serait peuplée majoritairement de Juifs étrangers. Le spectacle, il n'y a pas d'autre mot, est insoutenable. Si la rafle a été abominable – et je suis bien placé pour témoigner – pourquoi a-t-il été jugé nécessaire d'ajouter la grande brutalité à l'horreur ? Certes, nos policiers français se sont montrés à la hauteur de la tâche que leur demandait la Gestapo. Certes de nombreuses portes ont été enfoncées lorsqu'elles n'étaient pas ouvertes rapidement. Il n'en reste pas moins que les scènes de brutalité auxquelles *La Rafle* nous fait assister vont au-delà de cette réalité suffisamment atroce que nous avons connue. On voit des forcenés frapper des femmes et malmener des enfants – comme si cela avait été la règle. Pourquoi ? Le simple fait de la rafle constituait déjà un acte de barbarie, exécuté par des policiers sans état d'âme, qui « ramassaient » des femmes, des enfants, des malades, des vieillards grabataires, et même des aveugles.

À côté de certaines scènes de violences inutiles, il y a des erreurs historiques étonnantes. Dans le récit accompagnant la rafle, il est dit, par exemple, que 5 000 policiers et gendarmes étaient accompagnés sur le terrain par des voyous du PPF de Doriot, ce qui est authentique. Pourquoi ajouter à cette troupe de mercenaires un millier de miliciens ? Ce dernier détail est préoccupant, pour le sérieux du film puisque la Milice (composée de véritables SS français) n'a été créée à Vichy qu'en 1943 et n'est arrivée à Paris qu'en janvier 1944. Par ailleurs, le film nous montre, à un autre moment, l'entrée des Allemands dans le Vel d'Hiv. C'est une autre contrevérité. Et puis, de façon curieuse, perce cette volonté de laisser entendre que les Juifs étrangers, raflés le 16 juillet 1942, étaient majoritairement pratiquants de la religion mosaïque. Ce qui n'est rien moins que fallacieux. Ainsi, alors que la rafle s'était déroulée le jeudi matin, c'est avec surprise que l'on voit le lendemain soir, vendredi, des bougies s'allumer dans le Vel d'Hiv, pour célébrer le Shabbat. Au-delà de cette prétention de présenter ces familles comme pratiquantes, imaginons les femmes, affolées, à l'heure de la rafle, conservant suffisamment de présence d'esprit pour se munir de bougies – et de bougeoirs – afin de pouvoir célébrer le rituel. Ce qui sous-entend une intention religieuse qui n'était vraiment pas de saison en ces moments dramatiques.

La volonté est toujours de faire place nette

Avec plus de 4 000 mômes, j'ai vécu ce 16 juillet 1942 comme une tragédie. Il m'est donc paru insupportable d'assister à ce qui se voulait un grand spectacle ayant « du sens », comme disent nos grands esprits. J'ai toujours été révulsé par ces grandes commémorations, où l'on fait mine de verser une larme. Jusqu'à la prochaine évocation. Dans le même temps, dans nos pays où la démocratie est la règle, la politique de rejet, de marginalisation et d'exclusion est de plus en plus à l'honneur, alors que l'on dénonce les crimes nazis. Bien sûr, et fort heureusement, l'approche n'est plus la même. On ne tue plus. On fait place nette. Au nom de la démocratie sans doute.

Au risque d'être considéré tel un renégat par ma tribu d'origine, il m'est insupportable d'entendre parler de « l'unicité du génocide juif » car d'autres groupes humains se sont trouvés également dans l'œil du cyclone. Par ailleurs, il m'est impossible de commémorer la rafle du Vel d'Hiv en compagnie de ceux qui n'hésiteraient pas à rendre la France *Araberrein*, tout comme les nazis avaient eu pour volonté de rendre l'Europe *Judenrein*. Ceux-là ont oublié que nous vivons dans un pays, jadis réputé terre d'asile. Impossible également, en ces circonstances, de supporter la vue de ces policiers décorés de la fourragère rouge *, présents également pour affirmer les valeurs de la République.

M. H.

*. Une fois de plus, je tiens à rappeler que, le 14 octobre 1944, le général de Gaulle décorait collectivement la police parisienne de la fourragère rouge. Sans doute pour féliciter ce corps d'élite d'être entré en Résistance le 19 août 1944, en s'emparant de la préfecture de police. Comment oublier que nombre de ces policiers avaient participé à toutes les rafles conduites contre les Juifs parisiens, pour obéir aux ordres de la Gestapo.

Enragés

Jean-Pierre Garnier

Avec *La rage et la révolte*, ce petit livre décapant et réjouissant aussi, oserait-on dire, par son style alerte et incisif, si le thème s'y prêtait, Alèssi Dell'Umbria jette un pavé rouge et noir du plus bel effet dans le parterre de roses des bons sentiments. Le thème ? La révolte des « jeunes de cité ». Publié il y a quatre ans sous le titre *C'est de la racaille ? Eh bien j'en suis !* (L'Échappée, 2006), c'est une version revue, complétée et corrigée de ce brûlot, munie d'une préface et d'une postface, qui paraît aujourd'hui.

Brûlot est bien le terme adéquat pour qualifier ce livre. Dans la foulée des émeutes de novembre 2005, « une pluie d'ouvrages pondus par des collectifs de sociologues, d'urbanistes ou de philosophes s'est abattue sur l'Hexagone », note l'auteur dans la préface. « Et la pluie éteint le feu. » Or, c'est à y jeter un peu d'huile qu'il s'emploie au contraire, quitte à passer pour un complice intellectuel des incendiaires. Coupant court à la question rebattue – « Comment cela a-t-il pu se produire, et, donc, comment éviter que cela se reproduise ? » – à laquelle les observateurs diplômés se plaisent à apporter leurs réponses aussi ineptes qu'attendues, Dell'Umbria résume en quelques mots les motivations des jeunes révoltés : « nés dans un monde hostile, ils se montrent hostiles à tout le monde. »

La seule instance qui ait le droit d'investir l'espace public, c'est la police.

Cette hostilité d'un monde qui ne leur promet qu'un avenir de déréliction, ils la ressentent bien avant de devenir adultes : « Même s'ils n'ont que 14 ans, ces incendiaires savent ce qu'il les attend ; et les plus âgés connaissent déjà la mécanique bien rodée qui conduit des petits boulots sans qualification et sans protection à l'ANPE, de celle-ci aux stages bidon. » L'optimisme, longtemps associé à la jeunesse, n'est donc pour eux plus de mise. « Quand on grandit dans une famille où l'on mange grâce au RMI du père et au deal de shit du grand frère, on n'a guère d'illusions sur le futur. »

Bien des facettes de cette survie au jour le jour ont déjà été étudiées sans que, pour autant, en soient tirés les enseignements politiques qui devraient logiquement en découler. Ainsi en va-t-il des zones de relégation, baptisées « zones sensibles » par les stratèges de la prétendue « politique de la ville », où sont parquées les nouvelles générations de sous-prolétaires.

Depuis plusieurs décennies, c'est à qui, parmi les architectes, urbanistes et autres praticiens ou théoriciens de l'aménagement urbain, fustigera avec le plus d'énergie l'urbanisme fonctionnaliste des années 1950 et 1960, qui « érigeait la ségrégation et l'isolement en principe », comme le rappelle Dell'Umbria, en opérant « une rupture radicale avec le maillage complexe qui constituait les villes », en découpant arbitrairement l'espace à construire en zones monofonctionnelles, en favorisant le repli familial dans les bien dénommées « cellules » empilées ou juxtaposées dans les immeubles de logements dits « sociaux ». Car ce qui est souvent présenté comme une « erreur monumentale » obéissait et obéit toujours à l'une des finalités majeures imparties au logement social en régime capitaliste : « rendre impossible toute forme de rassemblement, de solidarité et de proximité entre les habitants. » Des HBM (habitations à bon marché) aux HLM en passant par les cités ouvrières nées de la bienveillance intéressée du patronat, l'objectif est resté le même : interdire les relations de voisinage, atomiser le peuple.

« Du côté des pouvoirs dits publics, rien ne changera : on dynamitera quelques tours par-ci, quelques barres par-là, mais la désintégration du tissu urbain se poursuivra, et avec elle la ghettoïsation inexorable des plus démunis. » Ce que confirme la « rénovation urbaine » lancée au début des années 2000 dans les communes de banlieue populaires. Sous couvert de promouvoir la « mixité résidentielle », on a commencé à démolir en partie les grands ensembles et cités, en particulier là où résidaient les « familles lourdes » et autres « cas sociaux » – c'est-à-dire les ménages les plus pauvres – pour les disperser au large des agglomérations, et laisser ainsi la place à des bâtiments et des appartements de plus petite taille, susceptibles d'accueillir des habitants appartenant aux franges inférieures des nouvelles classes moyennes, pour qui se loger dans les parties centrales des villes est devenu hors de prix. Sous de nouveaux atours et parée de nouveaux discours, l'urbanisme reste ce qu'il a toujours été, surtout quand lorsqu'il s'agit de loger le peuple : une « organisation hiérarchique et autoritaire de l'habitat humain », selon Dell'Umbria.

Ni sociologue ni journaliste, mais directement impliqué depuis longtemps dans les combats pour « le droit à la ville » aux côtés de ceux qui s'en voient *de facto* privés, ce Marseillais rompu à la critique sociale de l'urbanisation capitaliste pourrait en remontrer à maints chercheurs spécialisés. Une à une, les laborieuses théorisations, prétendument scientifiques, mais subtilement apologétiques, échafaudées par des universitaires vassalisés pour rendre compte des « mutations urbaines » contemporaines sont mises en pièces avec délectation.

Qu'advient-il, par exemple, de l'espace public, en lequel de bons apôtres du « vivre ensemble » dans une société plus clivée que jamais voient le garant spatial d'une préservation du « lien social » ? « Du fait qu'il est supposé appartenir à tous, répond Dell'Umbria, il n'appartient en réalité à personne. La seule instance qui ait le droit de l'investir, c'est la police. L'espace public, c'est le territoire de l'État. » Et que dire de la « mobilité », synonyme de liberté pour les citadins automobilistes, si l'on en croit des sociologues stipendiés par la firme Peugeot ? Encouragée par la voiture, elle incarne comme celle-ci l'« enfermement croissant des néo-urbains dans des trajectoires solitaires : elle offre une liberté de mouvement en échange d'un isolement croissant, qui rend cette liberté illusoire ». *Quid* de la « métropolisation », processus décrété à la fois inéluctable et béné-

Cette gauche qui, faute d'avoir été jamais révolutionnaire, n'a même plus les moyens d'être réformiste, se contente de mobiliser des épouvantails – Le Pen hier, Sarkozy aujourd'hui – pour mobiliser ses troupes.

fique, dont le Grand Paris, au dire de ses propagandistes, savants ou non, serait l'une des illustrations prometteuses ? « La capitale, rétorque Dell'Umbria, dilatée aux dimensions de l'Ile-de-France, fonctionne comme un aspirateur, brasse et malaxe des millions d'individus délocalisés, comme une gigantesque machine à déraciner. » Dans leur immense majorité, en effet, « les Franciliens ne s'enracinent guère. À la limite, les seuls qui prennent racine – si tant est que des racines puissent prendre à travers le béton – sont les enfants d'immigrés, nés là de parents déracinés ». D'où l'apparition de ces « zones de non droit », dans la nomenclature policière, à « reconquérir », *manu militari* au besoin. « Pas étonnant, commente l'auteur, que ces jeunes damnés de la ville finissent par considérer ce petit bout de territoire (les halls d'entrée, les caves, la pelouse teigneuse qui environne leur immeuble) comme le leur : ils savent bien que « les autres » auront toujours la ressource d'aller vivre ailleurs [...]. »

La réorganisation de l'espace urbain n'est pas seule en cause, cependant, pour expliquer la révolte des « jeunes de banlieue », et surtout en quoi elle diffère des insurrections prolétariennes d'antan. Sans doute, « les cités HLM n'ont plus rien de comparable avec ces quartiers qui, à l'époque du mouvement ouvrier, servirent de « base arrière » à une communauté ouvrière qui y trouvait à la fois un repère fort et un tissu de relations autonomes ». Mais, la relégation, comme d'ailleurs la précarisation, la paupérisation et la marginalisation de masse, dont la première n'est après tout que l'inscription spatiale, ne suffisent pas à rendre compte de ce qu'ont d'inédites les « violences urbaines » imputées aux racailleux des cités. Aux facteurs de troubles d'ordre socio-économique qui font d'eux des fauteurs de troubles, s'en ajoute un autre, de caractère politique : la disparition d'une opposition anticapitaliste – socialiste ou communiste, peu importe – capable de fournir une alternative digne de ce nom – et non une « alternance » ! – à l'ordre des choses existant.

À l'aide d'un argumentaire aussi pertinent que percutant, Dell'Umbria dit tout le mépris que lui inspire une gauche « héritière en France, comme partout en Europe, d'un siècle de lâchetés, de mensonges et de trahisons », qui ne saurait être « la solution du problème », puisqu'elle « fait partie du problème ». Et cela, avant comme après sa contribution à la « pacification » de l'Algérie, ainsi qu'elle l'a encore une fois montré par son silence qui valait approbation lors de l'instauration de l'« état d'urgence » pour mater la rébellion des « sauvageons ». « Faute d'avoir été jamais révolutionnaire », précise l'auteur, « elle n'a même plus les moyens d'être réformiste, et se contente de mobiliser des épouvantails – Le Pen hier, Sarkozy aujourd'hui – pour mobiliser ses troupes ».

Il faut dire qu'au-delà, ou en deçà, de la faillite de la gauche officielle, Dell'Umbria ne cache pas son allergie à tout « débouché politique », c'est-à-dire électoraliste, aux luttes menées sur le terrain par les dépossédés, que ce soit dans les « quartiers » ou sur les lieux de travail. « Voter n'est pas un acte, c'est une délégation de pouvoir », proclame-t-il, à l'encontre des Djamel Debbouze, Joey Starr et consorts, qui, parce qu'ils « ont réussi dans la société française, se placent au point de vue de la promotion d'une *upper middle class* bronzée et noire, d'une beurgeoisie ». Peu après l'extinction des émeutes de novembre 2005, le rappeur de NTM avait lancé ce slogan : « Au-delà des mots, il faut passer aux actes », en brandissant sa toute nouvelle carte d'électeur. « Voilà que lorsque les jeunes passent concrètement à l'acte, il n'a rien d'autre à proposer que de passer à l'isoloir », ironise Dell'Umbria.

Il ne s'ensuit pas pour lui, néanmoins, que ces passages à l'acte ouvriraient automatiquement la voie à un bouleversement des rapports sociaux. Nul angélisme dans les appréciations de l'auteur à l'égard de ces jeunes gens, par ailleurs aliénés comme le reste de la population par les mêmes valeurs mercantiles et consuméristes, que le désir de revanche sociale peut conduire de temps à autre à jouer en centre-ville « les guerriers de la banlieue » en s'en prenant physiquement aux collégiens et aux lycéens qui manifestent contre le gouvernement. Il faut dire qu'aux yeux de Dell'Umbria, « il est grand temps de remettre en cause le principe même » de la manifestation traîne-savates traditionnelle dans les artères principales du centre-ville. Encadrée à la fois par son « service d'ordre » et, de plus en plus, par les « forces de l'ordre », cette « promenade symbolique » est « conçue pour vider les gens de leur énergie ». Comme pour le scrutin électoral, il s'agit de « faire nombre. Mais ce nombre, converti en masse, n'a aucune importance stratégique puisqu'il s'agit seulement de se montrer ». Il y a belle lurette que les manifs ne sont plus des « démonstra-

Alèssi Dell'Umbria
La Rage et la révolte,
Agone, 2010.

tions de force », mais bien plutôt des « démonstrations de faiblesse – tant de gens dans la rue pour y faire si peu de choses ! » Il est dès lors logique que « les excités de la banlieue ne s'y sentent guère chez eux, en plus du fait qu'elles se déroulent loin de leur territoire ».

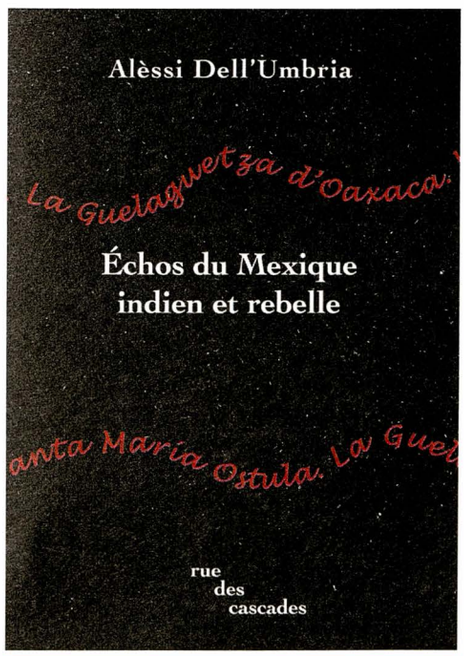
Pour qu'il en aille autrement et que la manifestation montre à nouveau aux dominants « le péril que constitue la multitude assemblée », en empruntant au besoin, non pas un itinéraire imposé, mais « un parcours imprévisible et insaisissable », il faudrait au préalable que les jeunes révoltés de banlieue sortent du confinement sociospatial auquel ils sont soumis. « Avec l'extension et la généralisation du salariat précaire, des formes inédites de lutte pourraient voir le jour » qui échapperaient à l'emprise des appareils syndicaux et politiques. Et des alliances inédites, également, face à l'oppression et l'exploitation. « La question est de savoir, affirme Dell'Umbria en guise de conclusion, comment cette « armée de réserve du négatif » pourra rencontrer d'autres troupes de l'insatisfaction sociale, celles des enfants des classes moyennes blanches à leur tour précarisés et confrontés à la violence d'État. »

« Aucun leader étudiant, même soutenu par le service d'ordre cégétiste, aucun SOS-Racisme ne pourrait empêcher que les jeunes des banlieues pauvres et de la « *middle class* » déclassée ne se retrouvent dans la rue – dans une gare, sur un parking d'hypermarché, n'importe où l'on peut créer la surprise. » À en juger par le renforcement continuel de l'appareil répressif, on devine que « cette possibilité hante les gouvernants ». Sur ce point, Nicolas Sarkozy donne d'ailleurs raison à Alèssi Dell'Umbria : « S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable », augurait le président de la République en mars 2006 [1].

J.-P. G.

1. Nicolas Sarkozy, le dimanche 12 mars 2006, cité dans « La grande peur de Sarko », *Le Canard enchaîné*, n° 4455, 15 mars 2006.

Alèssi Dell'Umbria



Alèssi Dell'Umbria, *Échos du Mexique indien et rebelle*, 96 pages, éditions Rue des cascades, 7 euros. Les ouvrages édités par cet éditeur (parmi lesquels figurent des écrits d'Alèssi Dell'Umbria) sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Cinquième volume de la série « Les livres de la jungle », dédiée aux peuples indiens d'Amérique, ces *Échos du Mexique indien et rebelle* comprennent deux brefs essais écrits à l'automne 2009, *La Guelaguetza d'Oaxaca* et *Les Terres communales de Santa María Ostula*, suivis du *Manifeste d'Ostula*, proclamation en juin 2009 du Congrès national indigène du Mexique.

« Dans la *guelaguetza* indigène, la reconnaissance est fondée sur le caractère réciproque de l'offrande. Le don initial engage qui le reçoit : et le respect de cet engagement établit la reconnaissance. Dans la *guelaguetza* gouvernementale, l'offrande n'appelle plus aucun don de retour : elle est purement représentée, elle n'est pas offrande à un autre mais à la foule anonyme des citoyens oaxaqueños invitée par l'instance suprême, le gouverneur. »

« Santa María de Ostula fera référence pour deux raisons. La première, parce que le manifeste d'Ostula y a été proclamé les 13 et 14 juin 2009. La seconde, parce que, deux semaines plus tard, des centaines de *comuneros nahuas* ont repris plus de sept cents hectares de propriété communale occupés illégalement par de puissants caciques métis.

Le manifeste d'Ostula est un document d'une énorme transcendance historique, car il revendique le droit à l'autodéfense indigène. Il est rédigé avec le même ton et la même vigueur que les grandes proclamations du XIXe siècle contre la servitude. Ce n'est pas une déclaration d'une organisation politico-militaire clandestine. Il a été approuvé par des peuples et communautés indigènes de neuf États de la République dont les délégués assistèrent à la vingt-cinquième assemblée du Congrès national indigène dans la région Centre-Pacifique du Mexique » (*La Jornada*, Mexico, 7 juillet 2009).

« Ce qui est en jeu dans ce type de conflit, à nos yeux, c'est la capacité d'une fraction de l'humanité à résister à l'extension de la propriété privée sur la terre et les êtres qui l'habitent. Grâce à une culture demeurée vivante malgré des siècles de tentatives d'acculturation, les Indiens d'Amérique continuent de voir la *Madre Tierra* comme un élément sacré, que l'on ne peut utiliser qu'avec respect et modération. La Terre-Mère représente le principal ciment, en outre, d'une cohésion sociale fondée sur une solidarité inébranlable, des connaissances multiples et anciennes, et un puissant désir de vivre ensemble » (*Indymedia Québec*, 19 décembre 2009).

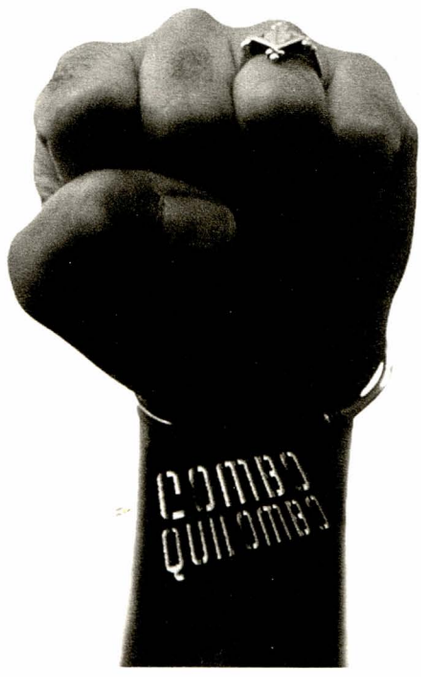
Marc Tomsin

Alèssi Dell'Umbria, auteur d'*Histoire universelle de Marseille, de l'an mil à l'an deux mille* (Agone, 2006) et de *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis !* (L'Échappée, 2006), a collaboré à différentes revues de critique sociale. Il vient de publier *La Rage et la révolte* chez Agone (voir l'article de J.-P. Garnier, p. 11).

Entretien avec

Combo Quilombo

Thierry Libertad



Lors d'un récent séjour à Lyon, nous avons rencontré Pascal, guitariste et chanteur de Combo Quilombo, groupe de blues radical-rock social, qui a accepté de répondre à nos questions.

Thierry Libertad: Salut Pascal, peux-tu nous présenter le groupe?

Pascal: On s'est rencontrés au hasard de nos vies, il y a cinq ans, dans un pays délaissé par la Providence, le Niger. Pendant un an et demi, avec Emmanuel (batterie et percussions), Manu (chant et harmonica) et Michel (guitare et basse), on a joué des standards de blues et de rock dans les bars, les restaurants et les hôtels de Niamey. En juillet 2006, on s'est pris trois jours pour enregistrer *Entraide*. Après mon départ du pays, Michel a repris la guitare et Karim est entré dans le groupe pour se charger de la basse. Quand je suis revenu pour enregistrer *Nwari Ba Malfey* en 2008, on a gardé cette configuration qui nous gratifiait d'une seconde guitare.

T.L.: Pourquoi avoir choisi ce nom?

P.: Mis à part l'effet phonique, c'est l'aspect de laboratoire social qui a retenu notre attention. Ces villages (« *quilombos* » en portugais ou « *palenques* » en espagnol) constituaient des refuges pour les esclaves en fuite mais ils regroupaient aussi des gens de toutes origines, africaines, indiennes et européennes, qui refusaient les conditions de travail et d'existence que les colons imposaient. Malgré une répression féroce, ces gens ont cherché, sans rien attendre de personne, à s'organiser concrètement pour être libres. C'est précisément ce côté village insoumis, enclave libérée, qu'on occupe le temps qu'on veut, et où les personnes, quelles que soient leurs origines, se retrouvent avec un objectif commun, pour construire quelque chose, qui convenait le mieux à notre conception du groupe.

T. L.: Votre premier album, *Entraide*, fait référence à un concept fondamental de la pensée libertaire. Quand on écoute vos textes, on s'aperçoit que ce n'est pas une coïncidence...

P.: C'est vrai que certaines paroles et plusieurs de nos titres sonnent comme des slogans et, personnellement, je n'ai pas honte de paraphraser Kropotkine pour rappeler que l'entraide est une condition indispensable à toute vie en société en même temps que l'antidote à tous les racismes, les nationalismes et même aux rapports de domination qui structurent nos sociétés. Au moment où les chansons de cet album ont été écrites, je vivais encore en région parisienne et j'écoutais régulièrement « Blues en liberté » sur Radio libertaire (j'en profite pour saluer les efforts de mon collègue Thierry Porré, qui continue, je l'espère, à susciter des vocations). Il s'agissait surtout, à ce moment-là, de mettre des idées en musique et de les diffuser sous forme de chansons car, pour reprendre la formule de Joe Hill, « un tract, on ne le lit qu'une fois. Une chanson, on l'apprend par cœur ».

T. L.: On sent davantage l'influence africaine dans votre deuxième album, tant au niveau des textes qu'au niveau musical. Vous avez d'ailleurs choisi de l'intituler *Nwari Ba Malfey* (*Food not Bomb* en djerma, langue parlée dans la région de Niamey)...

P.: En effet, après *Entraide*, qui est un album de chansons de combat très européocentré, on souhaitait que ce nouveau projet concerne davantage le quotidien sahélien. De là le choix du titre de l'album, ainsi bien sûr que notre chanson *Sokoneyan Da Doure* (On s'organise, on se débrouille!) en langue djerma. On a utilisé la même démarche dans l'orchestration: on entend le kalangou, ou tambour d'aisselle, dans *Une main a besoin de l'autre pour se laver*, des calebasses sur *Mamywatta* et les maracas locales sur *U 236* dont les paroles évoquent les conséquences pour les populations sahariennes de l'exploitation de l'uranium et dénoncent l'hy-

pocrisie avec laquelle le lobby militaro-nucléaire français parle d'« énergie propre ». J'en profite pour signaler que c'est le rythme du pilon dans le mortier (ce ventre de l'Afrique) qui ouvre l'album et qui permet à Emmanuel de caler ses baguettes ! C'est aussi un écho au titre de l'album puisque cette référence au collectif Food Not Bombs 2 rappelle en premier lieu que c'est de nourriture et non d'armements dont les gens ont besoin mais surtout, qu'à l'instar de ce collectif, nous pouvons nous organiser différemment et de façon autonome sans plus attendre, pour prendre notre avenir en main et sortir du monde meurtrier des marchands.

T. L. : Essayez-vous de renouer, d'une certaine façon, les liens avec les origines africaines du blues ?

P. : Non, bien que les origines africaines du blues soient indéniables, il me semble illusoire de partir à la quête d'un quelconque chaînon manquant, fût-il créé de toutes pièces à notre époque. Pour ce qui nous concerne, si on a choisi le blues, c'est simplement parce qu'on l'aime.

T. L. : Il me semble qu'il y un lien évident, dans votre démarche, entre le fond, vos paroles, et la forme, votre style de musique, le blues… Peux-tu nous en dire davantage ?

P. : Je te remercie de souligner la cohérence qu'on essaye de donner à notre Quilombo. Il se trouve que le blues est une musique d'ouvriers et de paysans. Il est donc par nature une expression populaire, plutôt acoustique dans sa forme rurale et plus électrique dans sa version urbaine, lorsque les industries US ont eu besoin de main-d'œuvre dans les usines du nord, au moment de la Seconde Guerre mondiale. Que ce soit en ville ou à la campagne, les bluesmen ont toujours chanté leur quotidien. C'est à travers les tableaux qu'ils nous brossent de leurs conditions d'existence (les conditions de travail, les rapports de genre, de classe, la ségrégation, l'armée, la police, l'institution judiciaire, la prison, etc.) qu'ils dévoilent l'oppression sociale dont les gens de couleur et les pauvres en général sont victimes. Ce faisant, en révélant les mécanismes de domination, ils les dénoncent. Je pense qu'ils n'ont pas changé et que même ils se généralisent partout dans le monde. Tu vois, même si on n'est pas descendant d'esclaves, on a toujours les mêmes raisons d'avoir et de chanter le blues… et ce dans toutes les langues où on subit l'exploitation !

T. L. : Le blues est-il contestataire ? Est-il révolutionnaire, voire libertaire ?

P. : Libertaire, au sens strict du terme, c'est certain que non. Les références et les chants religieux sont trop présents dans l'histoire du genre pour qu'on puisse affirmer qu'il se serait affranchi de cette aliénation mentale. Révolutionnaire, c'est déjà plus envisageable dans la mesure où tout ce qui était plus ou moins de gauche était taxé de « communiste » aux États-Unis. On a vu des bluesmen se revendiquer de gauche et jouer notamment

au Greenwish Village. Je pense à Josh White, à Paul Robeson ou à Leon Bibb, par exemple. Pour recontextualiser le problème, il ne faut pas oublier qu'au début du siècle, dans les États du sud, la vie d'un homme (et à plus forte raison celle d'une femme !) ne coûtait pas bien chère… Comme Billie Hollyday le chante dans *Strange Fruit*, évoquant les individus pendus aux branches des arbres, il fallait faire très attention à ce qu'on disait à l'époque, où un simple regard pouvait vous condamner à mort ! On estime aujourd'hui à plus de 3 500 le nombre de lynchages pendant cette période. Il fallait donc s'exprimer à mots couverts et les auteurs ont développé un sens caché, parfois grivois, mais aussi social ou politique. Pour en revenir à la dimension contestataire du blues, on peut distinguer au moins trois périodes de son histoire. D'abord, il y a eu les premiers enregistrements, interprétés par des femmes. Elles n'ont pas manqué de prendre parti contre les violences et la domination masculines et pour la liberté sexuelle : Bessie Smith, bien sûr, mais aussi Ida Cox ou Memphis Minnie ouvrent une brèche que continueront à exploiter Tina Turner ou Janis Joplin. Concernant l'homosexualité, Ma Rainey ou Lucille Bogan portaient déjà le flambeau, repris aujourd'hui par des chanteuses comme Gaye Adegbalola ou Candy Kane. La seconde période significative dans l'histoire du blues de contestation concerne l'engagement militaire US autour des guerres de Corée et du Vietnam avec, entre autres, JB Lenoir, Lightnin'Hopkins, Johnny Shines, Willie Dixon (qui sera porté déserteur, comme Magic Sam), sans oublier le politiquement incorrect – et par conséquent méconnu ! – *I don't wanna go to Vietnam* de John Lee Hooker. Plus près de nous, les guerres d'Irak et d'Afghanistan continuent de susciter une opposition : Fruteland Jackson, JJ Grey & Mofro, Beverly Guitar Watkins, Faris, Philadelphia Blues Messengers ou David Evans qui milite ouvertement pour le retrait des troupes dans *Bring the Boys Back Home*. Signalons enfin *Patriot Act Mix* d'Howard Glazer qui dénonce la dérive sécuritaire dans la politique américaine suite aux attentats du 11 septembre, ainsi que *Different Kind of War* du Joanna Connor Band, qui revient sur les nouvelles technologies expérimentées actuellement au cours des opérations militaires. Enfin, la dernière période est celle de la mobilisation pour les droits civiques durant laquelle le blues a connu un regain d'intérêt et où un certain nombre d'artistes en ont profité pour relancer leur carrière : de *Black Man Inna White House* de Blind Lemon Pledge à *Hotel Lorraine – Blues for Martin Luther King* d'Otis Spann, en passant par *When Do I Get to be Called a Man* de Big Bill Broonzy. Dans tout ce corpus, on trouve aussi des paroles un petit peu plus radicales, telles celles de Pleasant Joe, dans *Saw Mill Man Blues* où il chante : « Je n'ai certes pas construit ce monde, mais pour sûr, je peux bien le foutre en l'air ! »

T. L. : Vos deux albums sont en téléchargement libre sur votre site…

P. : Oui, toujours pour rester cohérents avec ce qu'on chante. La propriété, même intellectuelle, c'est le vol et puis la culture n'est pas une marchandise ! Sur le site, on met à disposition les deux albums, mais aussi des inédits, des vidéos, des photos, des tracts, des affiches, un condensé de l'histoire des *quilombos* et, c'est une exclusivité pour les lecteurs du *Monde libertaire*, nous allons bientôt ajouter la lecture d'un texte extrait du livre de Nestor Romero, *Los Incontrolados*, sur un tapis de slide… Un délice !

T. L.

Contact : comboquilombo@online.fr

Site : comboquilombo.online.fr

Pascal anime également « Le blues des canuts », tous les mercredis de 15 à 16 heures sur Radio canut (102,2 FM), mais aussi en direct sur le site de Radio canut : radio.canut.free.fr/

Mémoires de Nestor Makhno

Dans la société dominante actuelle, après la débâcle spectaculaire du communisme à la sauce marxiste-léniniste, les têtes pensantes du capitalisme libéral s'évertuent à nous persuader que toutes les révolutions ont conduit à des impasses et des bains de sang. Ils oublient volontairement de mentionner les expériences communistes libertaires du XXe siècle – en Ukraine en 1917-1921 et en Espagne en 1936-1939 – où des anarchistes locaux avaient aboli les rapports marchands et créé des communautés où chacun participait en toute liberté selon ses moyens et recevait selon ses besoins, prouvant par là qu'une autre société et qu'une vie meilleure étaient possibles. Malheureusement, ces révolutionnaires avaient sous-estimé le danger des démagogues étatistes, lesquels n'avaient reculé devant aucune scélératesse pour les anéantir. *Les Mémoires et écrits* de notre compagnon Nestor Makhno [1] démontrent ainsi, par son expérience personnelle sur plus de trente ans, la validité du projet révolutionnaire, à condition d'être sans cesse vigilant contre tous les parasites amateurs de pouvoir d'État et d'être précis sur les objectifs à atteindre, sans pour cela faire des promesses sans lendemains.

Cette parution est donc un événement, attendu de longue date et promis depuis 1982 par Alexandre Skirda dans sa monographie *Nestor Makhno, le cosaque libertaire, et la lutte pour les soviets libres en Ukraine 1917-1921* [2]. Ici, la parole et la plume appartiennent au fameux rebelle ukrainien lui-même : tout le livre regroupe la traduction intégrale de tous les écrits et textes publiés en russe par le fameux rebelle ukrainien, textes presque tous inédits en français, à savoir : ses souvenirs depuis son enfance, ses premières actions insurrectionnelles et son terrible emprisonnement, jusqu'à sa libération en 1917 ; puis son retour au pays natal et ses expériences sociales à Gouliaï Polie, il met là en pratique l'anarchisme-communisme tel qu'il l'avait assimilé en lisant Bakounine, Kropotkine et les classiques de l'anarchisme, lectures bien souvent faites en prison, laquelle aura été son université, comme beaucoup d'autres révolutionnaires, grâce aux bibliothèques de ses codétenus. Il y avait complété ses connaissances générales en histoire, littérature et même en mathématiques ; il s'y était également familiarisé avec les doctrines socialistes et avec leurs représentants. Il avait pris conscience de la ségrégation entre les militants de base et les travailleurs manuels, et les « sommets », c'est-à-dire les intellectuels aspirant à les diriger.

Début 1918, la conclusion du traité de Brest-Litovsk par les bolcheviques permet l'invasion en Ukraine de troupes d'occupation allemandes et austro-hongroises qui viennent piller le pays et réprimer les mouvements populaires de résistance. Devant la faillite des socialistes de tout poil, Makhno et ses compagnons du groupe communiste libertaire de Gouliaï Polie s'engagent dans un périple à travers la Russie jusqu'à Moscou, afin de comprendre les raisons de la dégénérescence de la révolution. Cela nous vaut un exceptionnel état des lieux des groupes à prétention révolutionnaire qui se posent déjà en propriétaires du sort de la révolution, et appliquent conséquemment la répression contre tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. Makhno rencontrera Lénine au Kremlin ; ce qui lui permettra de bien mettre en lumière la confrontation de leurs deux conceptions opposées. C'est toutefois avec l'aide de Lénine et des bolcheviques qu'il parvient à revenir en Ukraine occupée, en juillet 1917. Des semaines durant, il insuffle aux paysans son énergie révolutionnaire. Démarre alors, avec quelques compagnons, l'insurrection, formidable épopée dont le trépidant récit se lit comme les aventures d'un Robin des bois, ou plutôt d'un Robin des steppes, selon les termes de Daniel Guérin. Récit qui, par bien des aspects, n'est pas sans évoquer la révolution mexicaine de Zapatta et Villa commencée, elle, en 1911, et qui se terminera également par l'élimination des révolutionnaires et l'instauration d'un parti révolutionnaire institutionnel.

Nestor Makhno, qui n'avait jamais suivi les enseignements d'une quelconque école militaire, va montrer des dons exceptionnels de stratège dans la lutte armée, qu'il accompagne d'une action permanente de conscientisation du monde paysan, dont lui-même est issu et se revendique. Il y oppose la passivité ou la complicité avec les bolcheviques de nombreux intellectuels et même ouvriers, avides d'occuper, sur le dos de la paysannerie, des places privilégiées dans l'appareil étatique.

Ces *Mémoires* s'arrêtent en décembre 1918, à la création de l'armée insurectionnelle ukrainienne appelée dès lors makhnoviste. Alexandre Skirda les a prolongées par toute une série de documents de l'époque : comptes rendus de réunion, articles, appels et discours, tous de Makhno lui-même, lesquels complètent et comblent l'absence de ses souvenirs sur la période 1919-1921.

Pour la plupart, ces documents proviennent d'ouvrages récents parus en Russie à partir d'archives officielles. Figure aussi sa fameuse réponse aux mensonges et calomnies bolcheviques : « La Makhnovtchina et ses alliés d'hier, les bolcheviques », qu'il publia à Paris en 1928, et qui fait le point sur bien des questions et rétablit l'exactitude des faits. Suivent des articles parus dans des revues anarchistes russes en immigration, dont certains ont été publiés en 1984 par Alexandre Skirda à l'occasion du cinquantenaire de la disparition prématurée, à l'âge de 45 ans, de l'anarchiste ukrainien.

L'ensemble constitue un fort beau volume, bien imprimé, à la lecture facile et fascinante, qui devrait occuper une place de choix dans la bibliothèque de tous ceux qui luttent pour une société humaine et libertaire.

Et ce n'est pas sans émotion que, de Bretagne, nous pensons à Nestor Ivanovitch Makhno, venu à Brest en 1927 avec sa compagne Galina, émerveillant par son engagement révolutionnaire et par ses qualités humaines les compagnons qui hébergeaient (voir *Libertaires, mes compagnons de Brest et d'ailleurs*, de René Lochu, édition La Digitale, 2003) et qui partageaient avec lui, comme nous aujourd'hui, les valeurs fondamentales de l'anarchie.

Didier Giraud
Association Uber Terre, Pontivy

1. Nestor Makhno, *Mémoires et écrits, 1917-1932*, présenté et traduit du russe par Alexandre Skirda, Éditions Ivrea (Champ Libre), 35 euros, 563 p.

2. Les Éditions de Paris/Max Chateil, quatrième édition mise à jour, 2005, 498 p.

Stig Dagerman

Les Éditions Agone ont réédité *La Dictature du chagrin*, un livre caustique et amer du journaliste et écrivain anarcho-syndicaliste suédois Stig Dagerman (1913-1954).

« Dans les instants qui ont précédé l'annonce, pour moi très étonnante, de la distinction que m'octroyait l'Académie de Suède, j'étais en train de relire un petit livre de Stig Dagerman que j'aime particulièrement : la collection de textes politiques intitulée *Essäer och texter* (*La Dictature du chagrin*). » C'est par ces mots que Jean-Marie Gustave Le Clézio a ouvert le discours qu'il a prononcé, le 7 décembre 2008 à Stockholm, lors de la réception de son prix Nobel de littérature. Le Clézio qui, l'été précédent, avait reçu le prix décerné par l'association suédoise des Amis de Dagerman a toujours été sensible « à ce mélange de tendresse juvénile, de naïveté et de sarcasme » qui marque l'écriture de Dagerman.

La Dictature du chagrin rassemble seize textes courts issus du même recueil que le célèbre *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*. Ces textes ont été publiés entre 1945 et 1950 dans diverses publications suédoises comme *Vi*, *Veckojournalen*, *Folket i bild* et *Arbetaren* (*Le Travailleur*), quotidien anarcho-syndicaliste de la Sveriges Arbetares Centralorganisation (SAC) que le compagnon Albert Camus était allé saluer en 1957 à l'occasion de son voyage à Stockholm pour recevoir, lui aussi, le prix Nobel de littérature.

Dans un style sobre et pointu, avec une ironie parfois sombre et soucieuse, Dagerman décortique le monde de l'après-guerre, l'ordre établi, les tares humaines (lâchetés, hypocrisies, mensonges...), les questions liées à l'éducation, les rapports de l'individu au collectif avec, pour pivot, le conflit entre l'éthique et l'esthétique, thème central du texte *L'Écrivain et la conscience*. En anarcho-syndicaliste convaincu, Dagerman se dressait évidemment contre la domestication des esprits. Le texte qui donne son titre au recueil fut écrit en réaction au deuil national décrété après le décès du roi Gustave V. Dagerman y fustige le détestable chagrin organisé, devenu support de publicité et mensonge public.

L'Anarchisme et moi, *Le Destin de l'homme se joue partout et tout le temps*, *Signer ou ne pas signer*, *Contribution au débat Est-Ouest*, *L'Ange de la paix réduit au silence*, *Le Rôle de la littérature est de faire comprendre le sens de la liberté*..., les textes du recueil soulignent les engagements, les exigences et les urgences d'un moraliste libertaire tourmenté jusqu'à la brûlure. Avec une pédagogie particulière mêlant humour et humeurs noires, il répondit en 1952 aux questions d'une future bachelière qui lui demandait conseil. « La vie exigera de vous des prestations qui vous paraîtront répugnantes. Il faut donc que vous sachiez que le plus important n'est pas la prestation mais ce qui vous permettra de devenir quelqu'un de bien et de droit. Ils seront nombreux pour vous dire que c'est là un conseil asocial, mais vous n'aurez qu'à leur répondre : quand les formes de la société se font par trop dures et hostiles à la vie, il est plus important d'être asocial qu'inhumain. »

En 1946, Dagerman s'était rendu dans une Allemagne en ruines. Cela deviendra *Automne allemand* (Actes Sud, 1980). Deux ans plus tard, entre mars et mai 1948, il va réaliser un reportage en France. Cela deviendra *Printemps français*. Ces pages souvent froides et humides concluent l'ouvrage. La misère étrangle les étudiants du Quartier latin. « Les occasions d'immoralité et les tentatives de suicide sont, d'après les estimations, extrêmement nombreuses. » Les journaux sont réduits à une seule feuille, les chambres d'hôtel ne sont chauffées qu'un quart d'heure le soir, une femme de gréviste fait le trottoir pour survivre, Jean Genet veut réaliser un film sur sa vie tourmentée, les billets de cinq mille francs disparaissent, les rues prennent le nom des résistants fusillés, une rumeur annonce la révolution pour le 6 au matin...

Mêlant littérature et enquête journalistique, pittoresque et critique sociale, Stig Dagerman observe les travailleurs avec empathie. « Ce sont des gens pauvres et paisibles qui n'ont pas besoin de prendre l'apéritif pour avoir faim et qui n'ont pas non plus les moyens de se le payer. Leur existence est meublée par cette tension infernale dans laquelle toute période de crise plonge les pauvres. » Le récit des dimanches dans la cuisine des Regnault rappelle aussi quelques belles pages de littérature prolétarienne.

Dagerman a un sens aigu de l'observation et de l'analyse réaliste. L'évocation du capitaine Jean, jeune résistant d'origine autrichienne qui a eu la « chance » de mourir avant la victoire, permet d'explorer le gouffre noir qui sépare « le rêve de 1944 et la réalité de 1948 ». Trahisons et reniements des idéaux ont laissé des blessures ouvertes. Il n'y aura pas de révolution après la Libération... Une sévère désillusion qui aurait pu faire naître des brigades de justiciers vengeurs, comme l'a imaginé Jean Meckert dans *Nous avons les mains rouges*. « L'essentiel est de pouvoir constater que, très récemment encore, il a pu, malgré tout, exister des êtres capables de mourir avec la conscience tranquille et des espoirs intacts », conclut Dagerman, grand chercheur d'absolu.

Paco

Stig Dagerman, *La Dictature du chagrin et autres écrits amers*, traduction du suédois et postface de Philippe Bouquet, Agone, 192 pages, 17 euros. Nouvelle édition revue et augmentée de quatre textes.

LES EMISSIONS de RADIO LIBERTAIRE

Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre… Le 1er septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.
Le reste c'est de l'histoire… du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89.4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans* Le Monde libertaire. *À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Échos et frémissements d'Irlande

Une émission qui a lieu tous les quinze jours le dimanche de 18 h 30 à 20 h 30.

Émission sur la culture et la musique d'Irlande. Écoute de la musique irlandaise/celtique par l'intermédiaire des différents supports audio, des musiciens invités dans le studio et des enregistrements faits dans des lieux publics. Nous essayons de choisir la musique autour d'un thème, comme le style d'une région, un instrument en particulier (fiddle, flûte, uilleann pipes, etc.), musique pour les danseurs ou des enregistrements anciens.

Commentaires sur différents aspects de la musique, des musiciens irlandais afin de familiariser/informer les auditeurs. Lecture d'articles de journaux, interviews avec artistes irlandais rencontrés lors des concerts ou festivals en France. Contes irlandais lus en français. Informations sur les manifestations autour de la culture irlandaise en France et de temps en temps en Irlande.

Le vivre ensemble

Tous les troisièmes lundis de chaque mois de 16 heures à 18 heures et le quatrième lundi de chaque mois de 18 heures à 19 h 30.

Émission militante diffusant l'idée du végétarisme et du végétalisme, et défendant la libération des animaux non humains.

Pourquoi précisons-nous « animaux non humains » ? Parce qu'en tant qu'animaux de l'espèce humaine, nous sommes contre l'exploitation capitaliste jusqu'à ce que mort s'ensuive de tous les êtres vivants, toutes espèces confondues.

« Soyons subversifs. Révoltons-nous contre l'ignorance, l'indifférence, la cruauté, qui d'ailleurs ne s'exercent si souvent contre l'homme que parce qu'elles se sont fait la main sur les bêtes. Rappelons-nous, s'il faut toujours tout ramener à nous-mêmes, qu'il y aurait moins d'enfants martyrs s'il y avait moins d'animaux torturés, moins de wagons plombés amenant à la mort les victimes de quelconques dictatures, si nous n'avions pris l'habitude des fourgons où les bêtes agonisent sans nourriture et sans eau en attendant l'abattoir » (Marguerite Yourcenar).

Et pour conclure : « La cause des animaux passe avant le souci de me ridiculiser » (Émile Zola).

Sous les pavés… la terre

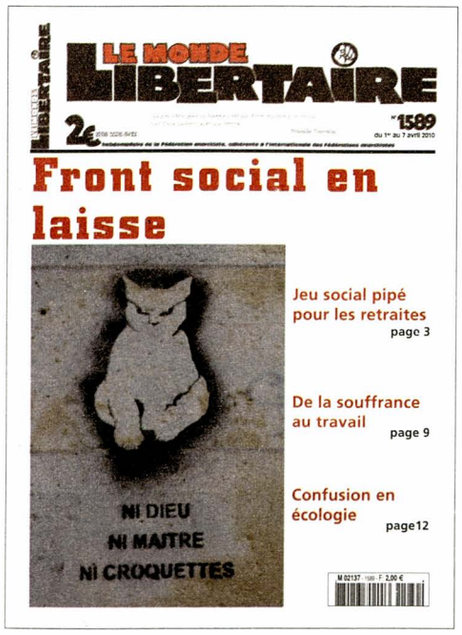
Les paysans sont de retour… Le capitalisme transforme les paysans en prolétaires et dévalorise une culture qui comporte des valeurs d'autonomie et d'entraide. Les « experts hors-sol » sont formels : culs-terreux, bouseux, ploucs, péquenots et pedzouilles doivent débarrasser le plancher des vaches au profit de quelques exploitants super-productivistes. L'espace rural est un lieu majeur de luttes sociales et d'initiatives pour transformer le monde, ainsi que le montrent les révolutions mexicaine, russe, espagnole. Les luttes pour la terre se multiplient, aussi bien pour les peuples originaires que pour les organisations de petits paysans, de paysans sans terre. Des pratiques alternatives, telles les Amap, se développent.

L'association Du vert dans les oreilles a proposé à Radio libertaire des portraits paysans sonores. Pour connaître ceux qui agissent chaque jour pour une autre vision du développement, « Sous les pavés la terre » diffuse leur parole certains lundis de 16 heures à 18 heures. Des interviews et reportages complètent un état des lieux dans un domaine où la créativité et les luttes sont bien plus présentes que ce qu'en disent les mé (r) dias.

Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.


LE MONDE LIBERTAIRE
2€ N° 1589 du 1er au 7 avril 2010

Front social en laisse

Jeu social pipé pour les retraites page 3

De la souffrance au travail page 9

Confusion en écologie page 12

NI DIEU NI MAÎTRE NI CROQUETTES

Le salon du livre anarchiste de Montréal 2010

Avec des distributeurs de partout au Québec et en Amérique du Nord, des ateliers, des films, des discussions, des expositions, des activités pour les enfants et bien plus !

Tout le mois de mai 2010 : le Festival de l'anarchie avec différents événements en divers lieux.

Pour le Salon du livre de cette année, il y aura des tables d'exposition pendant deux jours : les samedi 29 et dimanche 30 mai, entre 10 heures et 17 heures.

Le Salon du livre anarchiste de Montréal (ainsi que le Festival de l'anarchie) rassemble les idées et pratiques anarchistes, par les mots, les images, la musique, le théâtre et les luttes quotidiennes pour la justice, la dignité et la libération collective.

Le Salon du livre anarchiste est organisé dans un esprit d'ouverture vis-à-vis des différentes traditions, visions et pratiques de l'anarchisme. Nous cherchons à promouvoir l'anarchisme en mettant en pratique des valeurs comme l'entraide, la démocratie par la base, l'action directe, l'autonomie et la solidarité, et en nous opposant à toutes les formes d'oppression.

Le Salon du livre et le Festival de l'anarchie sont une occasion importante de rassemblement et un point de référence pour les idées et les pratiques anti-autoritaires en Amérique du Nord.

Pour savoir ce qui se passe au Salon du livre anarchiste de Montréal, suivez ce lien :
www.salonanarchiste.ca/fr/node/1

Promouvoir le salon du livre anarchiste

Si vous souhaitez contribuer à la promotion du Salon du livre anarchiste et/ou du Festival de l'anarchie dans votre quartier, votre école ou votre communauté, communiquez avec nous : info@salonanarchiste.ca

Si vous résidez à l'extérieur de Montréal, communiquez avec nous si vous désirez recevoir des affiches, prospectus et dépliants. Le matériel de promotion sera aussi disponible pour téléchargement sur notre site Internet.

Pour ceux et celles qui sont sur facebook, nous vous encourageons à vous joindre à notre groupe facebook : http:/www.facebook.com/group.php?gid=71082453058

Nos coordonnées

Si vous avez d'autres idées pour le Salon du livre ou le Festival de l'Anarchie, n'hésitez pas à nous en faire part ! Vous pouvez nous rejoindre par courriel, par téléphone ou par la poste.
masses.tao.ca/lists/listinfo/salon-annonces-
courriel : info@salonanarchiste.ca
web : salonanarchiste. ca
facebook : facebook.com/group.php?gid=71082453058
twitter : twitter. com/BookfairAnarMTL
Tél. : 514-679-5 800.
Adresse postale : Salon du livre anarchiste de Montréal, 1 500 de Maisonneuve Ouest, Suite 204, Montréal, Québec H3G 1N1.

Le festival

Les 29 et 30 mai, 10 heures-17 heures, au CEDA, 2515 Delisle, M° Lionel-Groulx. Gratuit. Bienvenue à toutes et tous !

Ni dieux, ni maîtres ;
ni frontières, ni patrons !

Réunion publique

Indépendance, servitude ou soumission

Qu'en est-il des médias ?

Vendredi 7 mai à 19 heures
au local La Rue
10, rue Robert-Planquette, Paris XVIIIe
métro Blanche ou Abbesses

Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur la critique des médias au local La Rue dans le XVIIIe arrondissement. Entre autres invités, Henri Maler d'Acrimed (Action critique médias) sera présent. Le dernier numéro de la feuille d'information gratuite du groupe Louise-Michel, *La Commune libertaire*, présente en quatre pages différents axes de réflexions pour aborder le métier et l'activité des journalistes. Elle est disponible à la Librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot dans le XIe arrondissement de Paris).

Radio libertaire

Jeudi 8 avril

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. L'existence des prisons nuit gravement à notre santé. Campagne pour l'abolition totale des prisons avec "Ras les murs".

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Vendredi 9 avril

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) Le compositeur et guitariste Claude Whipple, qui viendra parler de l'actualité de son projet "The Lips".

Koumbi (16 heures) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi (19 heures) Union rationaliste de France.

La grenouille noire (21 heures) L'association Miel (Mouvement international pour une écologie libidinale).

Samedi 10 avril

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Cinéma. Avec Hélène Fleckinger, auteure notamment de « Y'a qu'à pas baiser ! » dans *Une histoire du spectacle militant. Théâtre et cinéma militant 1966-1981* (sous la direction de Christian Biet et d'Olivier Neveux).

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Dimanche 11 avril

Goloss trouda (08 heures) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres Penseurs.

Tempête sur les planches (14 heures) La Compagnie de l'Astre en remet une couche pour faire éclater les codes du théâtre et libérer Ophélie de son espèce d 'Hamlet.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis ! La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Rudies back in town (22 heures) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

Lundi 12 avril

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Terre et Liberté (16 heures) Peuples et cultures de l'Afrique de l'Ouest avant et après les frontières et les États de la colonisation, avec Souleymane Mbodj, conteur, musicien et écrivain.

Focus (18 h 30) Deux invités sur un sujet actuel et un invité musical en direct.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme, par le Syndicat interprofessionnel de la presse et des médias (SIPM–CNT).

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 13 avril

Artracaille (11 heures) Jean-Gabriel Ganascia, professeur d'informatique à l'université Pierre et Marie Curie de Paris.

Wreck this mess (12 h 30) Ambiances erratiques.

Les amis d'Orwell (16 heures) La Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France.

Idéaux et débats (18 heures) Deux très beaux romans et leurs auteurs, en direct avec nous ce soir : *Le Chagrin* de Lionel Duroy (Julliard) et *Nu à la chaise* de Marie-Thérèse Schmitz (Gallimard).

Paroles d'associations (19 h 30) Les GEM (Groupes d'entraide mutuelle) offrent des activités artistiques et culturelles aux personnes en fragilité psychique.

Radio Libertaria (20 h 30) Émission de la CNT / AIT sur l'actualité militante.

Mercredi 14 avril

Court-circuit (09 h 30) Actualité culturelle des arts de la scène en général et des questions de société.

Blues en liberté (10 h 30) Le Texas blues, des années cinquante à nos jours.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Dans le cadre des 40 ans du mouvement des femmes (re-belles. over-blog. com), avec Françoise Picq et Liliane Kandel, pour *MLF, textes premiers* (chez Stock). Textes réunis et présentés par Cathy Bernheim, Liliane Kandel, Françoise Picq et Nadja Ringart.

Ras les murs (20 h 30) Le Comité Pérou avant la VIe Journée internationale des prisonniers politiques.

89.4 MHz en région parisienne

rl. federation-anarchiste. org

Du 8 au 10 avril

Paris XXe

20 heures. Lecture de *Terreur Olympe de Gouges* d'Elsa Solal et regarder *L'Île de Chelo*, le documentaire écrit et réalisé par Odette Martinez et coréalisé par Laetitia Puertas et Ismael Cobo. Confluences, 190, boulevard de Charonne.

Tout le mois d'avril

Barcelone (Espagne)

Pour marquer le centenaire de la CNT-AIT (1910-2010), s'organise à Barcelone un ensemble de conférences nommées «Alternatives au capitalisme : l'autogestion en débat». Ces journées de débat se dérouleront durant le mois d'avril 2010. Les ateliers se structurent en trois blocs de conférences : un théorique, un historique et un dernier, plus ample, relatif à l'actualité. www.autogestion2010.info

Jusqu'au 18 avril

La Plaine-Saint-Denis (93)

Barricade, spectacle de la Compagnie Jolie Môme. Du jeudi au samedi, 20h30, le dimanche à 16 heures. Tarif 18 et 10 euros. Restauration légère sur place. Au théâtre La Belle Étoile. 14 rue Saint-Just, M° Porte-de-La-Chapelle ou Rer B La-Plaine-Stade-de-France. Bus 153-302, arrêt Église-de-La-Plaine. Réservations 01 49 98 39 20. cie-joliemome.org

Jeudi 8 avril

Rennes (35)

20 heures. Soirée organisée par le groupe anarchiste La digne rage (FA Rennes) autour des luttes du peuple Mapuche (Chili) pour la terre et la liberté. Projection du documentaire *Apaga y Vamonos*, réalisé en 2005, sur la lutte qui a opposé le peuple mapuche à la multinationale espagnole Endesa. La projection sera suivie d'un débat sur la situation actuelle, animé par un étudiant en sciences politiques qui a travaillé avec les Mapuches à l'Observatoire citoyen de Temuco au Chili. Au Papier Timbré, 39, rue de Dinan, M° Sainte-Anne.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Madagascar : un pays riche de pauvres. Premier cours : Madagascar, du passé colonial au présent composé. Présentation de Patrick Rakotomalala. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 10 avril

Lyon Croix-Rousse (69)

17 heures. Rencontre/débat : Proudhon, l'enfant terrible du socialisme. Avec la participation de Anne-Sophie Chambost, auteure du livre *Proudhon. L'enfant terrible du socialisme* (Paris, Armand Colin, 2009) et Daniel Colson, sociologue et libertaire. Au Cedrats, Centre de documentation et de recherches sur les alternatives sociales, 27, montée Saint-Sébastien, M° Croix-Paquet. 04 78 29 90 67. cedrats.actions@laposte.net

Paris XIe

16h30. Petits et grands, venez écouter et voir les contes libertaires à La Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf.

Mardi 13 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La résistance. Second cours : Les camps d'internement en France de 1938 à 1946. Présentation de Denis Peschanski. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 15 avril

Merlieux (02)

La Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit de 18 à 21 heures. Guy Georges, ancien syndicaliste enseignant, membre de la Libre pensée, auteur de *La Bataille de la laïcité, 1944-2004* (Sudel, 2008), pour un débat sur la laïcité. Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Vendredi 16 avril

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston Couté (45) organise un débat sur le thème «Les régionales», au café l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. Le site (tout neuf) du groupe : www.yagoa.fr/loiret-libertaire. Le blog groupegastoncoute.blogspot.com est abandonné pour raisons techniques.

Samedi 17 avril

Gand (Belgique)

Neuvième Foire du livre alternatif et libertaire au Centre culturel «De Centrale», Kraankinderstraat.

Strasbourg (67)

15 heures. Le collectif antifasciste d'Alsace organise une après-midi de débats : 1° Fascisme et antifascisme dans l'État espagnol : projection et rencontre avec deux antifascistes de Salamanque. 2° L'antifascisme en Russie : projection de documentaires inédits. Maison des associations, 1A, place des Orphelins. collectif.antifasciste.alsace@gmail.com

Samedi 24 avril

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : Qu'en est-il de l'indépendance de la justice ? À disposition, table de presse de matériel. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

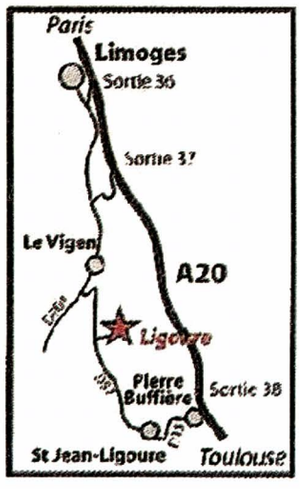
Rouen (76)

15 heures : Rencontre-débat avec Hamid Zanaz autour de son livre *L'Impasse islamique*, Maison des associations, 22, rue Dumont d'Urville.

Librairie champêtre

Libertaire

Dimanche 2 mai 2010
de 10 à 19 heures au
Château de Ligoure
Le Vigen (87)



Entrée libre

Repas prix libre

Organisée par le CIRA Limousin (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme)